

DOSSIER

Une série de publications
de l'Union syndicale suisse

Dossier n° 154



Rapport sur la répartition 2023

**La répartition des salaires, des revenus et de la fortune
ainsi que la charge des impôts et des taxes en Suisse**

Janvier 2023
Daniel Lampart/Elisabeth Gisler/Tim Kirkali



Table des matières

1 Introduction	4
2 L'écart salarial se creuse à nouveau	5
2.1 L'écart entre hauts et bas salaires a recommencé à se creuser.....	5
2.2 L'individualisation de la politique salariale conduit à des injustices.....	7
2.3 Moins d'inégalité et de sous-enchère grâce aux CCT.....	8
2.4 Le revenu mensuel de la moitié des femmes n'atteint pas 4470 francs.....	9
2.5 La situation des bas salaires ne s'est plus améliorée	11
2.6 Moins de pression sur les salaires grâce aux mesures d'accompagnement	12
2.7 Pour beaucoup, faire un apprentissage n'en vaut pas la chandelle	13
3 La répartition des revenus et de la fortune	15
4 Politique fiscale pour les riches : stoppée par des référendums	17
5 Charge des primes-maladie : de moins en moins tolérable	20
6 Les patrons ne participent plus à la diminution du temps de travail	23
7 Évolution des revenus de 2000 à 2023 : les hauts salaires sont gagnants	25
8 Bibliographie	27
9 Annexe méthodologique (<i>n'existe qu'en allemand</i>)	29
9.1 Löhne und Lohnwachstum.....	29
9.2 Anteil des Vermögens des vermögendsten Prozents bzw. der Einkommen des einkommensstärksten Prozents	30
9.3 Berechnung der Steuerbelastung	31
9.4 Entwicklung der Prämienverbilligung pro Kopf.....	32
9.5 Berechnung der Prämienverbilligung.....	33
9.6 Berechnung der Einkommen nach Steuern und Transfers anhand der Steuer-, Abgaben- und Transfertarife	37

1 Introduction

La Suisse est l'un des pays les plus riches au monde. Elle a assez d'argent pour assurer une vie digne à toutes les personnes qui y vivent. Mais même dans cette riche Suisse, les problèmes de revenu sont légion.

La grande majorité des personnes en âge de travailler vivent d'un salaire. Et l'évolution des salaires au cours des dernières années est préoccupante : entre 2016 et 2022, les salaires bas et moyens ont baissé en valeur réelle. Pour les hauts salaires en revanche, la tendance est à la hausse : ces personnes touchent aujourd'hui des salaires réels plus élevés qu'en 2016. Malheureusement, l'écart entre les salaires s'est à nouveau creusé après qu'il se soit quelque peu réduit dans le sillage de la crise financière. Entre 2010 et 2020, on a vu le nombre de personnes gagnant au moins un million de francs par année passer de 2621 à 3549, soit une hausse significative. D'un autre côté, la moitié des femmes touchent un salaire de 4470 francs ou moins par mois. On est encore bien loin de l'égalité entre les genres en Suisse.

La politique fiscale a même aggravé ces problèmes de salaires et de revenus au lieu de permettre une répartition plus sociale. Le problème le plus criant, c'est la forte augmentation des primes d'assurance-maladie. Ainsi en 2023, un couple avec deux enfants devra pour la première fois déboursier plus de 1000 francs par mois pour les primes (franchise normale), même en optant pour un modèle HMO. Les primes d'assurance-maladie ont plus que doublé depuis l'introduction de la LAMal en 1997. Les réductions de primes (ou subsides) accordées par les cantons sont censées atténuer cette charge, mais elles restent très à la traîne par rapport à ces augmentations. Aujourd'hui, le fardeau réel des primes a donc plus que doublé. Les couples avec des revenus bas ou moyens paient – après réductions de prime – 13 à 15 % de leur revenu pour les primes-maladie (libre choix du médecin). Un fait réjouissant néanmoins : depuis environ 10 ans, il n'y a plus eu de baisses d'impôts pour les hauts revenus, et ce, grâce au succès des référendums contre plusieurs projets fiscaux antisociaux.

Comme les salaires réels bas et moyens ont baissé entre 2020 et 2023 et que les primes d'assurance-maladie ont augmenté, de nombreux ménages ont aujourd'hui moins d'argent pour vivre. Les personnes qui gagnent des hauts salaires en revanche s'en sortent nettement mieux financièrement.

Il faut que cela change au cours des prochaines années. Les revenus réels doivent être plus élevés pour les bas et moyens salaires. Et chez les femmes en particulier, il faut des augmentations significatives. Avec un apprentissage, tout le monde devrait gagner au moins 5000 francs par mois. Et de manière générale, les salaires ne devraient pas être inférieurs à 4500 francs. Sur le plan politique, nous voterons en 2024 sur des projets importants en matière de politique des revenus. Il y aura d'une part l'initiative populaire pour des réductions de primes plus élevées, de sorte que personne ne doive consacrer plus de 10 % de son revenu aux primes-maladie. Nous voterons d'autre part sur l'initiative pour une 13^e rente AVS qui vise non seulement à améliorer la situation des retraité-e-s, mais également à soulager les personnes qui travaillent. En effet, avec une meilleure rente AVS en perspective, il y a moins besoin d'investir dans de coûteux plans individuels de prévoyance vieillesse.

Le rapport de répartition de l'USS travaille avec des « ménages-types » sur la base de données salariales et fiscales. Contrairement aux analyses de répartition de la Confédération, qui se basent sur un échantillon d'à peine 4000 ménages, le rapport de l'USS s'appuie sur une base de données d'un million d'observations et plus. Cela permet de tirer des enseignements plus précis sur la répartition – notamment en ce qui concerne la répartition des revenus tout en haut ou tout en bas de l'échelle.

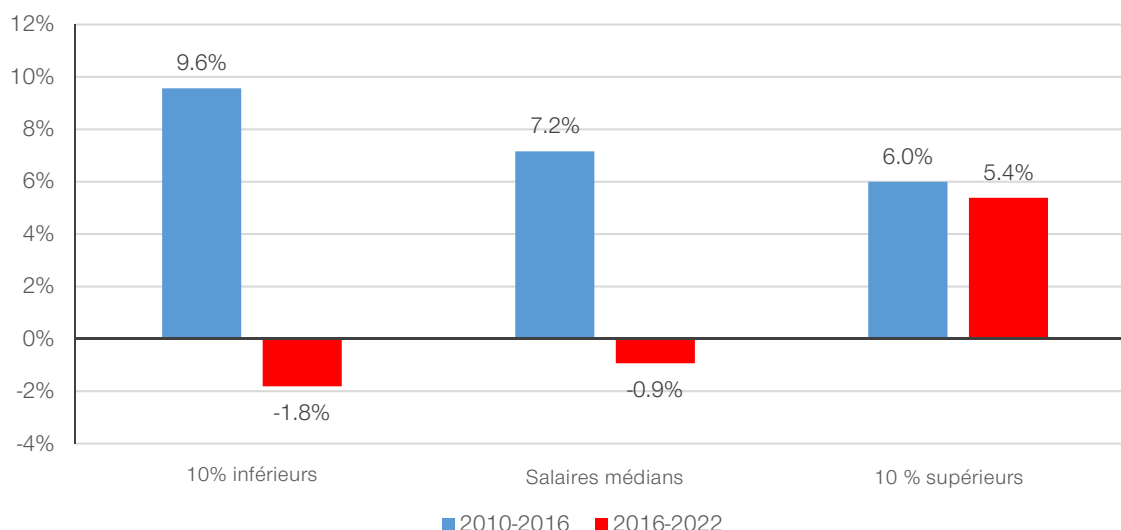
2 L'écart salarial se creuse à nouveau

2.1 L'écart entre hauts et bas salaires a recommencé à se creuser

La plupart des gens en âge de travailler vivent de leur salaire et le montant de celui-ci détermine leur situation financière. Ces dernières années, l'évolution des salaires est une source de préoccupation. D'une part, les salaires bas et moyens ont baissé en termes réels. D'autre part, l'écart salarial s'est à nouveau accentué, alors qu'il avait un peu diminué après la crise financière.

Figure 1 : Un écart salarial qui s'accroît à nouveau

Entre 2010 et 2016, les salaires faibles et moyens ont mieux progressé en termes réels que les 10 % de salaires supérieurs. Entre 2016 et 2022, seuls les 10 % les mieux rémunérés percevaient un meilleur salaire réel (économie globale, corrigé des prix).¹



Source : Enquête suisse sur la structure des salaires de l'OFS, ESPA, Statistique des salaires CCT de l'OFS, Indice suisse des prix à la consommation de l'OFS, calculs USS.

La baisse des salaires réels fait mal aux catégories salariales faibles et moyennes. En 2022, la reprise du renchérissement en particulier a réduit à néant les modestes hausses salariales de 2,8 et 3,7 % en termes nominaux intervenues entre 2016 et 2022. La perte avoisine les 700 francs par an pour ces deux catégories de salaire. Les « 10 % les plus bas » gagnent tout juste 4100 francs par mois (x 13) pour un plein temps. Le salaire médian dépasse de peu les 6200 francs.

L'évolution des salaires les plus élevés se révèle sensiblement différente. Alors que la crise financière avait stoppé l'aggravation de l'écart salarial, la tendance haussière a repris de plus belle depuis 2014. Comme si les rémunérations abusives n'avaient jamais fait l'objet de critiques. Entre 2014 et 2020, les « 10 % supérieurs » ont vu leur salaire nominal croître de 7,2 %. Ils ont même monté en

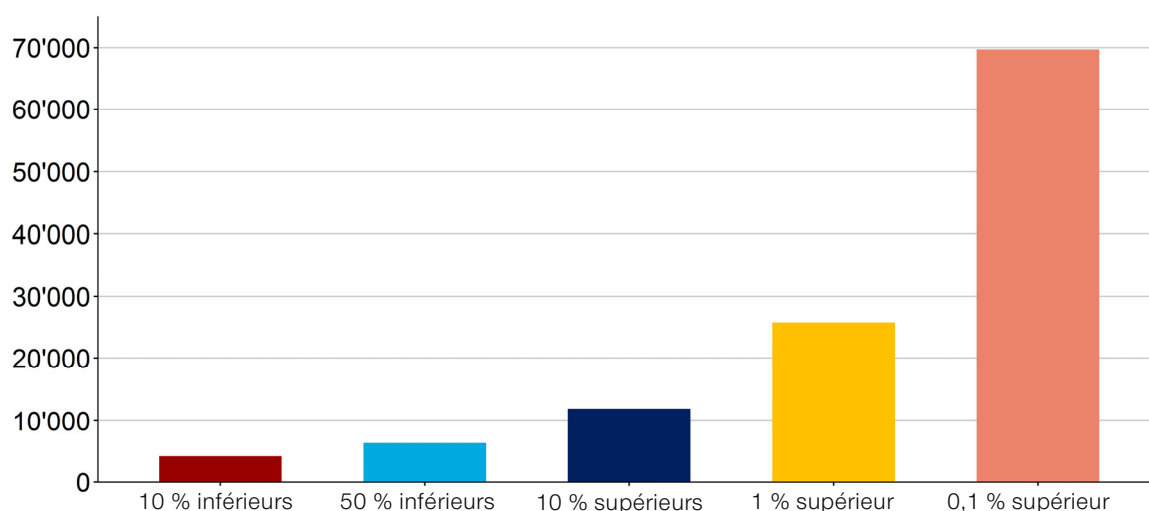
¹ Chiffres de l'Enquête suisse sur la structure des salaires de l'OFS. Progression salariale 2021/22 des salaires bas et moyens : croissance des salaires réels selon les hausses des salaires effectifs des CCT ; 10 % supérieurs : en 2021, « Directeurs, cadres de direction, gérants » selon ESPA, en 2022, hypothèse conservatrice selon laquelle les salaires augmentent comme les salaires effectifs des CCT.

puissance pendant la crise du Covid. Et en 2021, à en croire l'ESPA, les salaires nominaux des « Directeurs, cadres de direction, gérants » ont prospéré de 4 % supplémentaires.

Il est clair que les travailleuses et travailleurs ne vivent pas tous sur la même planète économique. Les « 10 % supérieurs » touchent un salaire d'env. 11 000 francs par mois (x 13), soit presque trois fois plus que les « 10 % inférieurs ». Les 50 000 salarié-e-s, qui appartiennent au « 1 % supérieur », encaissent tous au moins 25 000 francs par mois. En moyenne, c'est même bien davantage : 45 000 francs par mois environ, selon la statistique des revenus AVS. Quant aux « 10 % inférieurs », soit un demi-million de travailleuses et travailleurs, ils touchent 4100 francs ou moins. Ces personnes gagnent en moyenne plutôt un peu moins, mais nous manquons de chiffres détaillés à ce sujet.

Figure 2 : Des différences de salaire gigantesques

En 2020, le 1 % supérieur des salarié-e-s percevait un salaire mensuel de 25 000 francs ou plus. Le salaire des 0,1 % supérieur atteignait, voire dépassait, même 70 000 francs pendant que les 10 % inférieurs, soit un demi-million de salarié-e-s, subsistaient avec 4100 francs ou moins (salaires mensuels bruts standardisés à un plein temps).

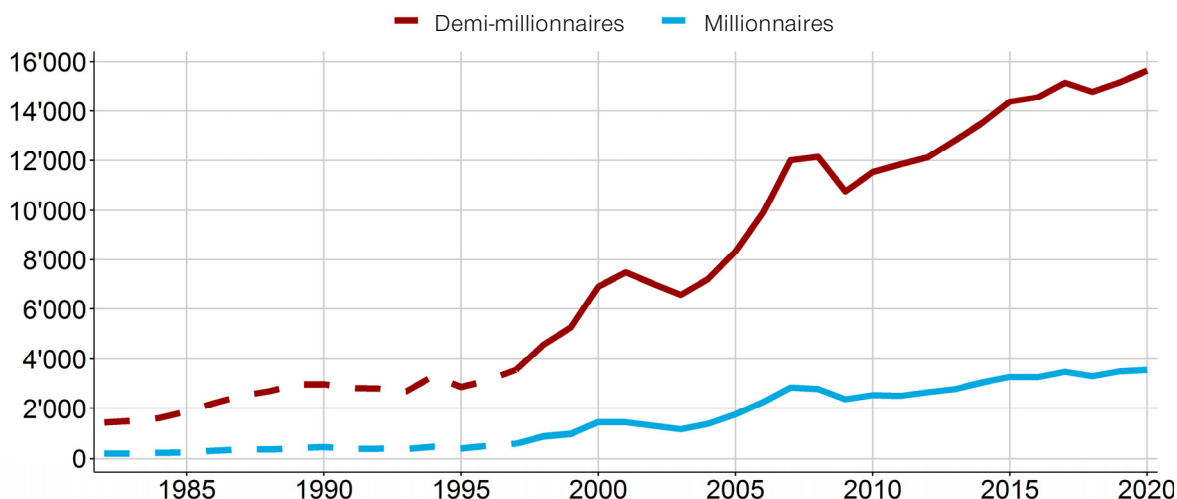


Source : Enquête suisse sur la structure des salaires de l'OFS, Statistique des revenus AVS OFAS.

L'illustration ci-dessous montre que la fracture salariale s'est accentuée à nouveau. Durant la dizaine d'années écoulée, le nombre de personnes actives en Suisse qui ont le privilège d'encaisser un million ou un demi-million a, une nouvelle fois, fait un bond. La crise financière n'a interrompu ces excès salariaux que de façon passagère. Entre 2010 et 2020, le nombre de « millionnaires en salaire » a de nouveau connu une envolée, passant de 2621 à 3549. En 2020, 15 637 personnes percevaient un salaire annuel de 500 000 francs ou plus – contre 11 866 en 2010. La comparaison avec la période qui a précédé la flambée des excès salariaux au milieu des années 1990 ne manque pas d'intérêt. À l'époque, il y avait environ 300 salarié-e-s millionnaires.

Figure 3 : Toujours plus de salarié-e-s millionnaires

En vingt ans, le nombre de salarié-e-s millionnaires a plus que triplé (aux prix de 2020). En 2020, env. 3500 personnes ont perçu un salaire annuel dépassant le million.



Source : Statistique des revenus AVS² OFAS.

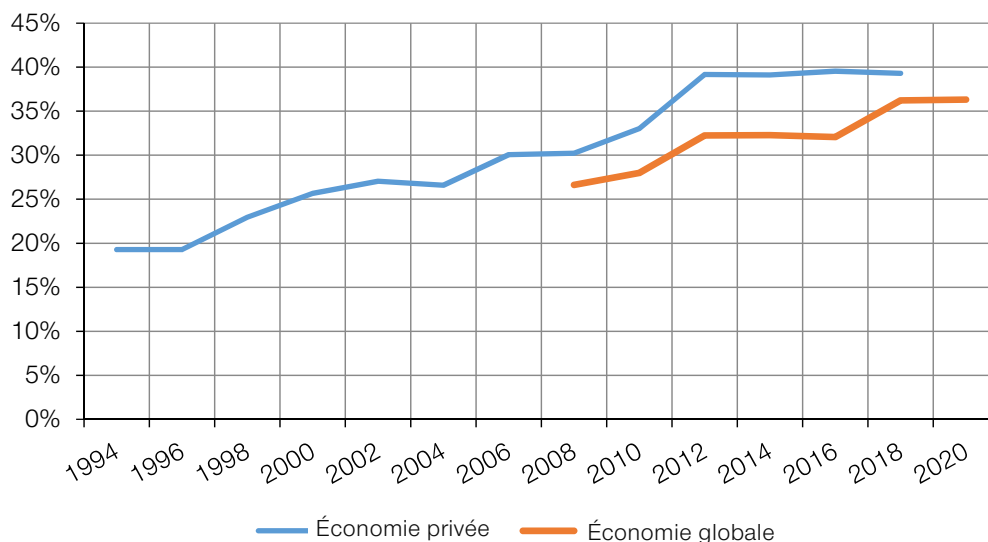
2.2 L'individualisation de la politique salariale conduit à des injustices

L'un des principaux moteurs de cette évolution est l'individualisation progressive de la politique salariale. Les bonus ont atteint un sommet en 2020, les entreprises faisant provisoirement preuve d'une légère retenue suite aux critiques émises à l'égard des rémunérations abusives. Les cadres et les hauts revenus profitent des bonus dans des proportions hors normes. Au début, les bonus étaient liés à l'évolution des résultats et du cours des actions. Or, quand la crise a fait baisser les cours, les rémunérations ont relativement peu changé. On prétendait ne pas pouvoir baisser les salaires des cadres sous peine de ne plus trouver de main-d'œuvre qualifiée. Pourtant, la performance de bon nombre de dirigeant-e-s était insuffisante. L'exemple le plus flagrant est celui de Credit Suisse, qui s'est retrouvé encore tout récemment dans de graves difficultés. Mais dans de nombreuses autres entreprises, la marche des affaires n'est pas meilleure que jadis sans les excès salariaux.

² Avant 1997, les contrôles de la qualité du traitement des données étaient moins bons. Les données de 2020 peuvent encore être modifiées en raison d'annonces tardives.

Figure 4 : Part des salarié-e-s qui empochent des bonus

Depuis les années 1990, dans le secteur privé, la part des employé-e-s (en équivalents plein temps) recevant un bonus a doublé.



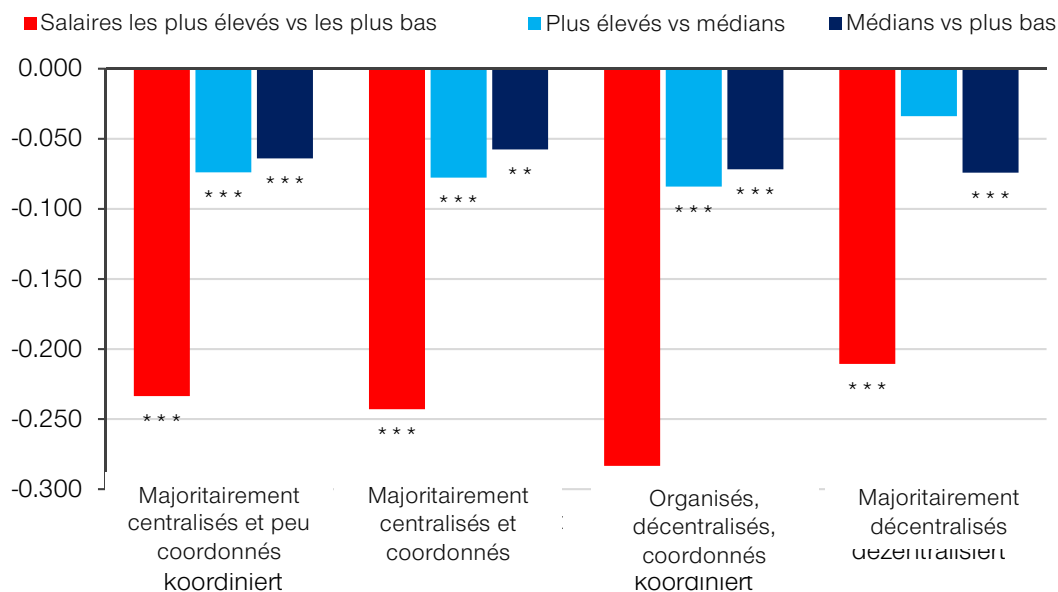
Source : OFS Enquête suisse sur la structure des salaires, Gallusser (2022).

2.3 Moins d'inégalité et de sous-enchère grâce aux CCT

Les accords salariaux conclus dans le cadre des conventions collectives de travail (CCT) ces dernières années étaient souvent légèrement supérieurs à l'évolution générale des salaires (indice des salaires). Entre 2011 et 2021, les salaires CCT ont progressé en moyenne de 0,8 %, contre 0,6 % sur le plan global. L'absence de renchérissement ne permettant pas de faire passer des augmentations généralisées, 60 % des hausses salariales dans les CCT étaient individuelles. Les CCT ont pour effet de répartir les salaires de façon plus équilibrée et d'empêcher les entreprises de pratiquer la sous-enchère et autres abus. C'est ce que montre l'OCDE (2019) avec sa comparaison internationale de la situation.

Figure 5 : Les CCT préservent l'équilibre dans la répartition des salaires

Dans les régimes de CCT majoritairement centralisés et coordonnés, le rapport entre les 10 % de salaires les plus élevés et les 10 % les plus bas est inférieur de près de 25 points de pourcentage à celui constaté lorsque les négociations salariales sont individuelles. Salaires les plus bas : décile inférieur. Salaires moyens : médian. Salaires les plus élevés : décile supérieur. Remarque : significatif à un niveau de confiance de 99 % (***), significatif à un niveau de confiance de 95 % (**).



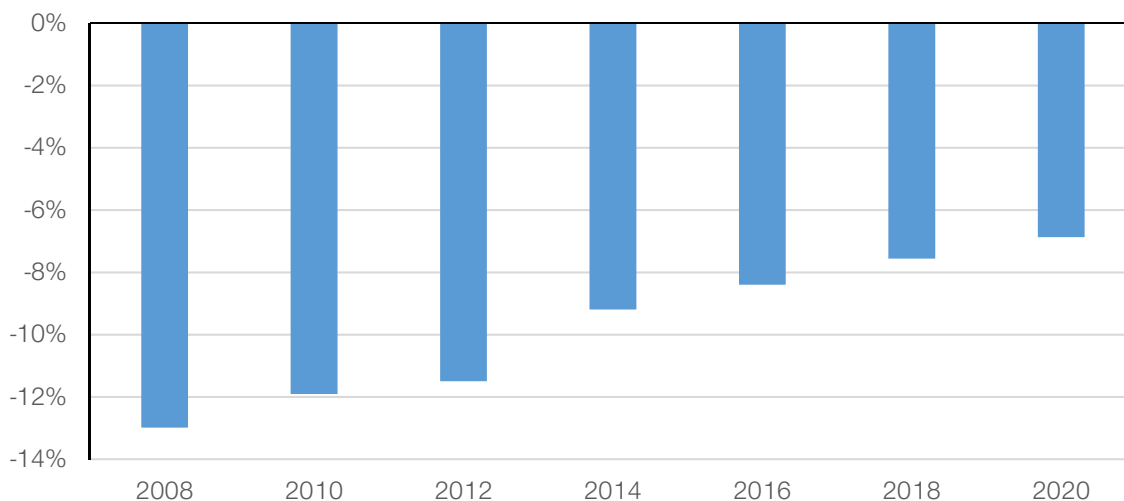
Source : OCDE (2019).

2.4 Le revenu mensuel de la moitié des femmes n'atteint pas 4470 francs.

Les femmes gagnent toujours nettement moins que les hommes. Depuis 2012, le retard salarial des femmes par rapport aux hommes est resté pratiquement constant : les femmes ont en moyenne un salaire horaire inférieur d'environ 18 % à celui des hommes. Il faudra observer ces prochaines années les effets de la révision de la loi sur l'égalité, entrée en vigueur en 2020, qui impose des contrôles salariaux aux plus grandes entreprises. Nous nous félicitons que, grâce à l'engagement syndical, l'écart salarial entre les femmes et les hommes aux postes sans fonction hiérarchique ait diminué de presque la moitié ces dix dernières années. Les campagnes de sensibilisation et les salaires minimums CCT plus élevés ont amélioré la situation salariale des femmes.

Figure 6 : Écart salarial entre femmes et hommes, sans fonction hiérarchique

Écart en pourcentage des salaires médians entre les femmes et les hommes sans fonction hiérarchique. Le retard des femmes en matière de salaire horaire médian a nettement diminué dans les professions sans fonction hiérarchique.



Source : OFS Enquête suisse sur la structure des salaires.

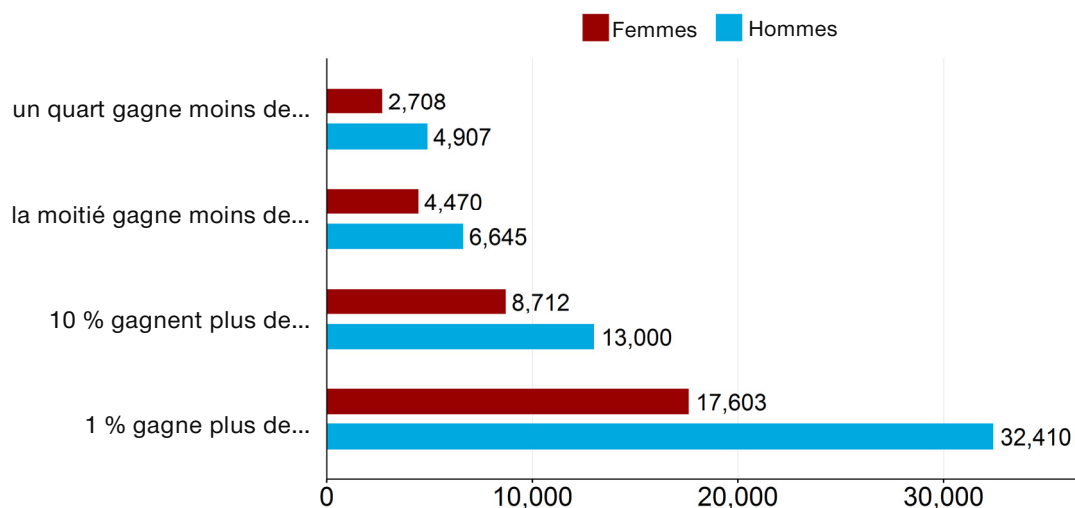
Mais comme les femmes travaillent beaucoup plus souvent à temps partiel et sont sous-représentées aux postes les mieux rémunérés, leurs revenus sont forcément bien inférieurs à ceux des hommes. La moitié des femmes gagnent moins de 4500 francs par mois. Chez les hommes, ce seuil se situe à 6645 francs. Si l'on additionne l'activité rémunérée et non rémunérée, les femmes et les hommes sont à peu près à égalité : environ 50 heures par semaine chacun. Néanmoins, les femmes travaillent près de 30 heures par semaine sans être rétribuées, et le rapport est inversé chez les hommes (18 heures non rémunérées, 33 heures payées).³

Le 1 % de femmes les mieux payées gagne seulement à peu près la moitié de ce que gagne le 1 % le mieux appointé des hommes.

³ Enquête suisse sur la population active (ESPA) 2016, OFS.

Figure 7 : La moitié des femmes gagnent moins de 4500 francs par mois.

Seuil de revenu selon la statistique AVS. 10 % des femmes ont perçu en 2020 un salaire mensuel brut supérieur à 8712 francs, 90 % des femmes ont gagné moins (salaire soumis à l'AVS, brut).⁴



Source : Statistique des revenus AVS OFAS.

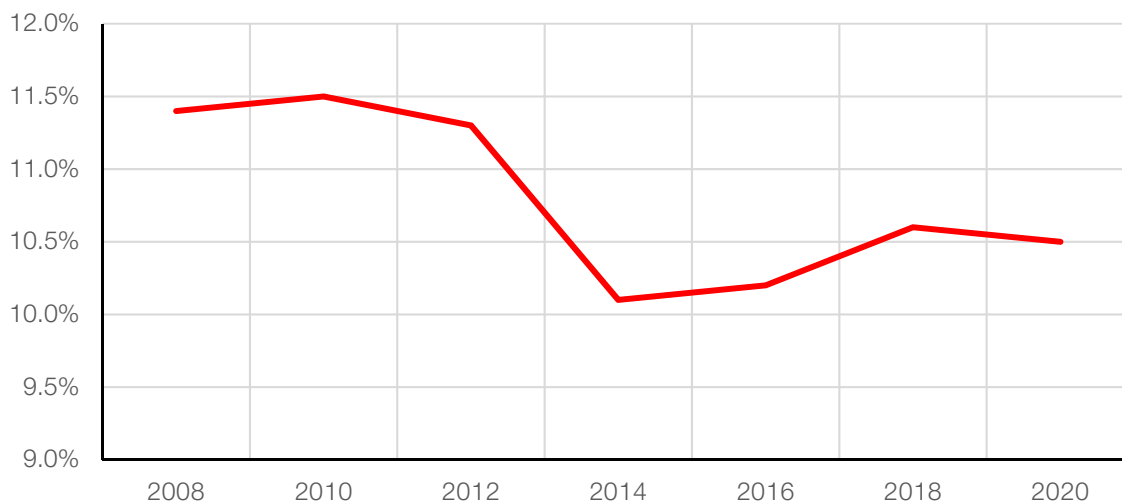
2.5 La situation des bas salaires ne s'est plus améliorée

La situation des bas salaires ne s'est malheureusement plus améliorée au cours de la décennie écoulée. 10,5 % de tous les emplois sont des « postes à bas salaire ». Un emploi à plein temps correspond à un salaire maximum de 4442 francs par mois (x12). Point positif : la proportion de ces postes à bas salaire a notablement diminué durant la décennie passée. Ce fut avant tout grâce à la campagne menée par les syndicats en faveur du salaire minimum « Pas de salaires inférieurs à 4000 francs ». La situation ne s'est cependant plus améliorée ces dernières années. Et ces chiffres ne tiennent pas encore compte des répercussions de la pandémie de Covid. L'on sait pourtant que les personnes actives aux revenus les plus faibles ont été particulièrement touchées puisqu'elles ont été plus souvent au chômage partiel et ne touchaient alors que 80 % de leur salaire. Bon nombre d'entre elles ont dû dépenser les économies péniblement constituées avec leur maigre salaire. Les femmes sont frappées de plein fouet : 16,3 % d'entre elles ne touchent qu'un « bas salaire ».

⁴ Revenu d'une activité lucrative soumis aux cotisations AVS et revenus de substitution (AC, APG, IJAI, assurance militaire), salarié-e-s de 18 à 63/64 ans.

Figure 8 : Proportion de postes à bas salaire

La part des postes faiblement rémunérés, dont le salaire est inférieur aux deux tiers du salaire mensuel brut médian, s'est à nouveau accrue ces dernières années après le net recul obtenu par la campagne pour le salaire minimum.



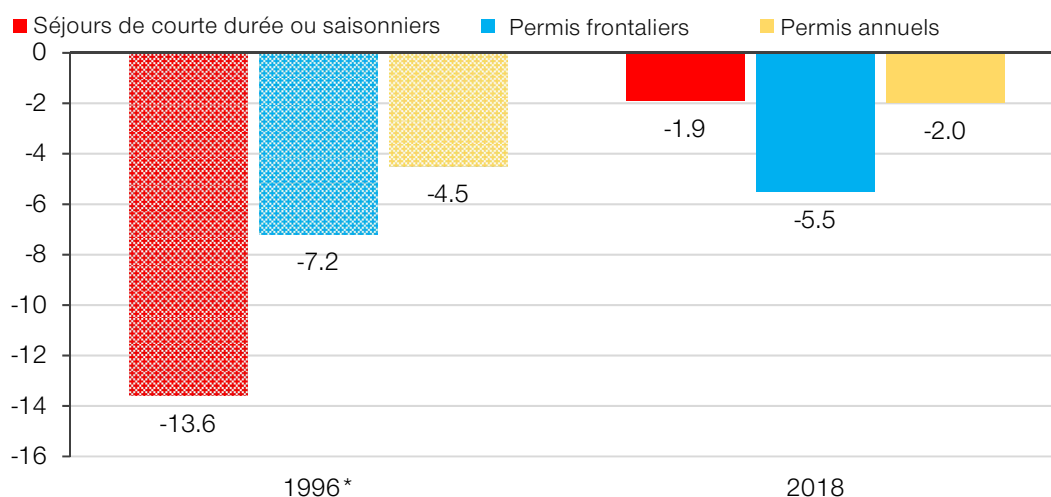
Source : OFS Enquête suisse sur la structure des salaires.

2.6 Moins de pression sur les salaires grâce aux mesures d'accompagnement

Avec les CCT et les mesures d'accompagnement, les syndicats ont mis en place une protection très efficace contre la sous-enchère et la pression sur les salaires depuis le début des années 2000. Cette protection a passé avec succès un certain nombre de tests de résistance ces dernières années. Elle a été attaquée politiquement à plusieurs reprises, que ce soit par les conseillers fédéraux PLR Ignazio Cassis et Johann Schneider-Ammann lors des négociations de l'accord-cadre, ou encore au Parlement par la direction de l'UDC. S'y est ajoutée la forte surévaluation du franc, qui a rendu encore plus intéressant le recours à des entreprises détachant des employé-e-s « à meilleur marché ». Les contrôles de la comptabilité salariale révèlent régulièrement des salaires trop faibles dans une entreprise sur cinq environ. Les entreprises sont sanctionnées et priées de rectifier le tir. De ce fait seulement, les travailleuses et les travailleurs touchent chaque année env. 50 millions de francs en plus. Mais la protection des salaires produit aussi un effet indirect. Sachant qu'elles sont susceptibles d'être contrôlées et de devoir rendre des comptes, les entreprises versent de meilleurs salaires.

Figure 9 : Sous-enchère salariale chez les salarié-e-s sans passeport suisse

À caractéristiques égales, différence de salaire entre Suisses et ressortissant-e-s étrangers établis. Sous l'ancien régime du contingentement, les résident-e-s de courte durée gagnaient 13,6 % de moins, à travail égal. En 2018, l'écart n'était plus que de 1,9 %.



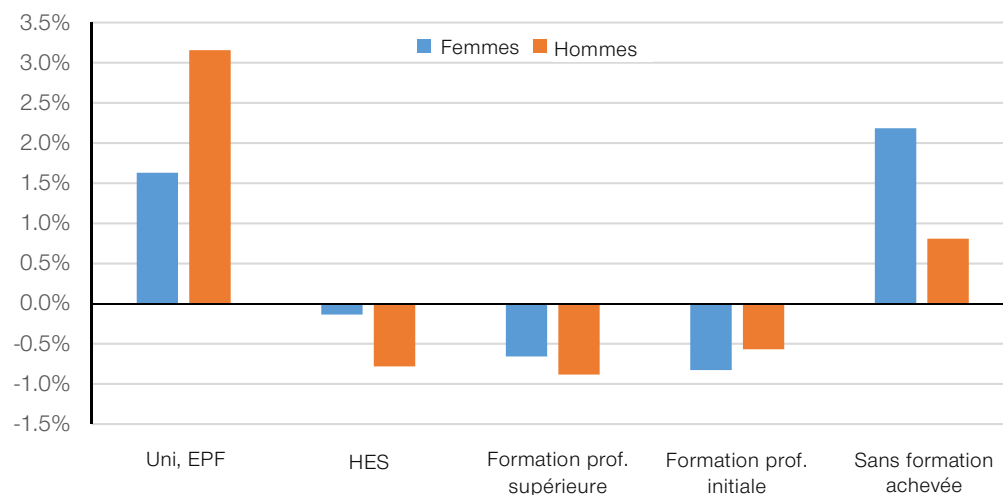
Source : OFS Enquête suisse sur la structure des salaires, 1996 : De Coulon et al. (2003), 2018 : SECO.

2.7 Pour beaucoup, faire un apprentissage n'en vaut pas la chandelle

L'évolution salariale des personnes actives qui ont fait un apprentissage est préoccupante : leurs salaires réels ont baissé entre 2016 et 2020. Pourtant souvent, les salaires après un apprentissage sont tout sauf élevés. Un quart des salarié-e-s au bénéfice d'un apprentissage gagnent moins de 5000 francs par mois (à plein temps, x12). Tel est le cas des boulangers, des vendeurs, mais aussi des dessinateurs en bâtiment et d'autres. Compte tenu de la cherté des primes d'assurance-maladie et des loyers, le salaire avec un apprentissage suffit de moins en moins pour vivre. La question de savoir si le credo de la politique de la formation en Suisse – « l'apprentissage est la voie royale » – est encore valable se pose de manière toujours plus pressante. Pendant longtemps, il était évident qu'un apprentissage permettait de faire vivre une famille. Avec un salaire de 5000 francs, ce n'est pratiquement plus possible. De plus, et c'est nouveau, même pour celles et ceux qui suivent une formation professionnelle supérieure complémentaire ou qui optent pour une haute école spécialisée après l'apprentissage, les salaires n'ont plus augmenté ces dernières années.

Figure 10 : Baisse des salaires réels des personnes titulaires d'un CFC

Évolution des salaires réels selon le niveau de formation 2016-2020, employé-e-s sans fonction hiérarchique



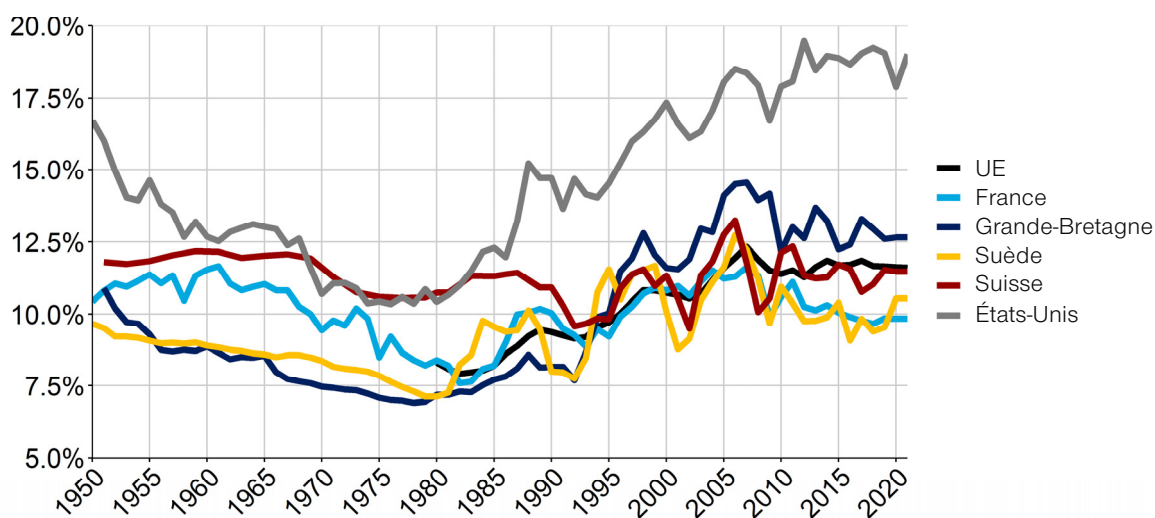
3 La répartition des revenus et de la fortune

Pour une vaste majorité de ménages, les salaires constituent la principale source de revenus. Par contre, un peu plus d'un ménage sur dix perçoit un revenu d'une activité indépendante. D'autres sources de revenus sont les retraites ou les revenus du capital. Ces dernières années, un nombre croissant d'études étaient consacrées à la question de la répartition des revenus dans plusieurs États. La figure ci-dessous montre, pour différents pays, quelle est la part du revenu total perçue par le 1 % de salaires le plus élevé.⁵ Les estimations se basent tant sur les données de l'impôt sur le revenu que sur des sondages.

La Suisse s'inscrit dans la moyenne européenne en matière d'inégalité des revenus. Cependant, la part de revenu du 1 % de salaires le plus élevé de la population a également grandi en Suisse, d'environ 2 % entre les années 1990 et la crise financière. Depuis, la proportion de hauts revenus fluctue autour de 11 % de l'ensemble des revenus. Les responsables de cette évolution sont surtout les salaires, mais aussi les revenus du capital et d'une activité indépendante, qui ont augmenté plus fortement chez les hauts revenus que dans le reste de la population.

Figure 11 : Inégalité des revenus dans la moyenne européenne

Le 1 % de salaires le plus élevé empoche aujourd'hui 10,6 % de tous les revenus. Dans les années 1970 et au début des années 1990, la proportion de hauts revenus était encore plus faible. Outre le niveau, la volatilité de la part prise par les hauts revenus s'est également accrue.



Sources : USA 1950-1961, Fisher-Post (2020) ; USA 1962-2016, Piketty, Saez & Zucman (2016) ; France 1950-2014, Garbinti, Goupille-Lebret & Piketty (2018) ; France 2014-2016 et les autres pays : Blanchet, Chancel & Gethin (2020).

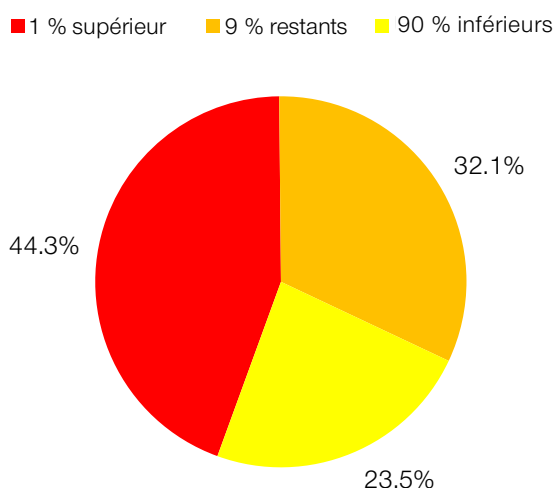
⁵ Contrairement aux calculs réalisés par le passé, l'on considère ici des personnes (adultes) individuelles et non des contribuables. Le revenu des couples mariés, imposés conjointement, a été réparti de manière égale entre les deux conjoints.

De manière générale, la fortune est répartie de façon encore plus inéquitable que les revenus. Ceci est particulièrement prononcé en Suisse. En 2019, le 1 % de contribuables les plus aisés possédaient plus de 44 % de tous les actifs nets imposables⁶ en Suisse (cf. figure 12). Tout comme l'inégalité des revenus, l'inégalité de la fortune s'est faite plus criante ces dernières années. En 2003, 3 % de la population possédait la moitié de tous les biens. En 2019, ils n'étaient plus que 1,6 %. Ces 1,6 % de contribuables possèdent donc autant que les 98,4 % restants réunis.

Les avoirs des caisses de pensions ainsi que de la prévoyance facultative 3a sont exonérés d'impôts en Suisse. En conséquence, ils ne sont pas pris en compte dans cette statistique. Aucune statistique en Suisse ne permet à l'heure actuelle de détailler la répartition en incluant ces avoirs.

Figure 12 : La plus grosse part du gâteau aux mains de quelques personnes

La fortune nette des 10 % de contribuables les plus riches de Suisse était, en 2019, plus de trois fois supérieure à celle des 90 % restants réunis.



Source : Statistique de la fortune des personnes physiques AFC, calculs de l'auteur, cf. annexe méthodologique.

⁶ La fortune nette correspond à l'ensemble des valeurs patrimoniales imposables, déduction faite des dettes. Les valeurs patrimoniales imposables sont l'argent, les titres, les biens immobiliers et fonciers, mais aussi la possession d'autres objets de valeur (comme des voitures ou des objets d'art et des bijoux). Les rentes de la prévoyance professionnelle (2^e pilier) et de la prévoyance individuelle liée (3^e pilier) ainsi que le mobilier de ménage ne sont pas imposables. Ils ne sont donc pas pris en compte dans les statistiques. Par ailleurs, les biens immobiliers sont comptabilisés selon une valeur vénale estimée, généralement inférieure à la valeur marchande effectivement réalisable, ce qui entraîne une sous-estimation du patrimoine immobilier.

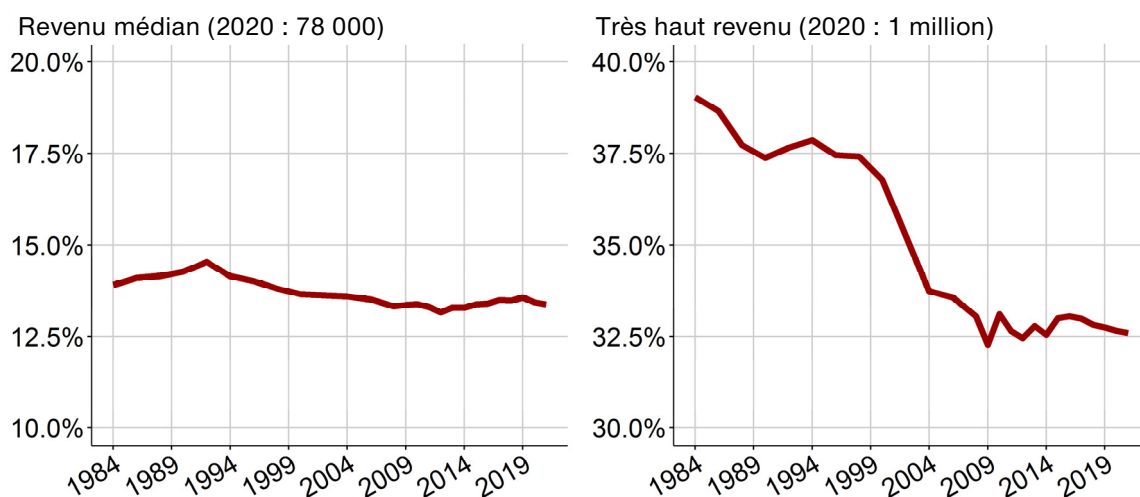
4 Politique fiscale pour les riches : stoppée par des référendums

Ce qu'il reste aux ménages pour vivre ne dépend pas seulement de leur salaire ou de leur revenu du capital, mais aussi des impôts et des taxes. Or, leur poids varie en fonction de la catégorie de revenus. Le peuple suisse a inscrit dans la Constitution fédérale que les hauts revenus et les grandes fortunes doivent payer proportionnellement davantage d'impôts que les bas revenus. Suivant ce principe de l'« imposition selon la capacité économique », l'impôt sur le revenu est progressif. Or, c'est l'inverse qui se produit avec les primes d'assurance-maladie. En effet, les primes par tête grèvent bien davantage les bas et moyens revenus, une partie étant toutefois compensée par les réductions de primes.

En particulier dans les années 2000, les impôts sur les hauts revenus, les fortunes et les héritages ont été fortement revus à la baisse – dans les cantons surtout. Une personne vivant seule dont le revenu atteint le million paie aujourd'hui plus de 30 000 francs d'impôts de moins qu'en l'an 2000. Bien que les hauts revenus affichent une progression supérieure à la moyenne, ils contribuent notablement moins au financement de la collectivité qu'au milieu des années 1980. En revanche, la situation n'a guère évolué pour la plupart des contribuables. Vers la fin des années 2000, l'on a mis fin à cette logique de baisse des impôts. Du fait notamment de la plus grande résistance de la population, qui a beaucoup moins bien accepté de nouvelles baisses d'impôts, les faisant échouer dans les urnes. Au niveau fédéral, tous les projets ont été rejetés. Un autre motif était la focalisation politique sur les impôts des entreprises. Notre pays étant contraint d'abandonner les régimes spéciaux cantonaux, la Confédération et les cantons ont dû ajuster l'imposition des entreprises.

Figure 13 : Des baisses d'impôts inégales depuis 1984

En 2020, une personne vivant seule et percevant un salaire médian payait environ 13 % d'impôts sur son revenu, soit 10 140 francs. Soit (corrigé par l'évolution moyenne des salaires) presque autant qu'en 1984. Les impôts des hauts revenus ont en revanche fortement baissé.



Source : Charge fiscale en Suisse : chefs-lieux des cantons AFC, propres calculs, cf. annexe méthodologique.

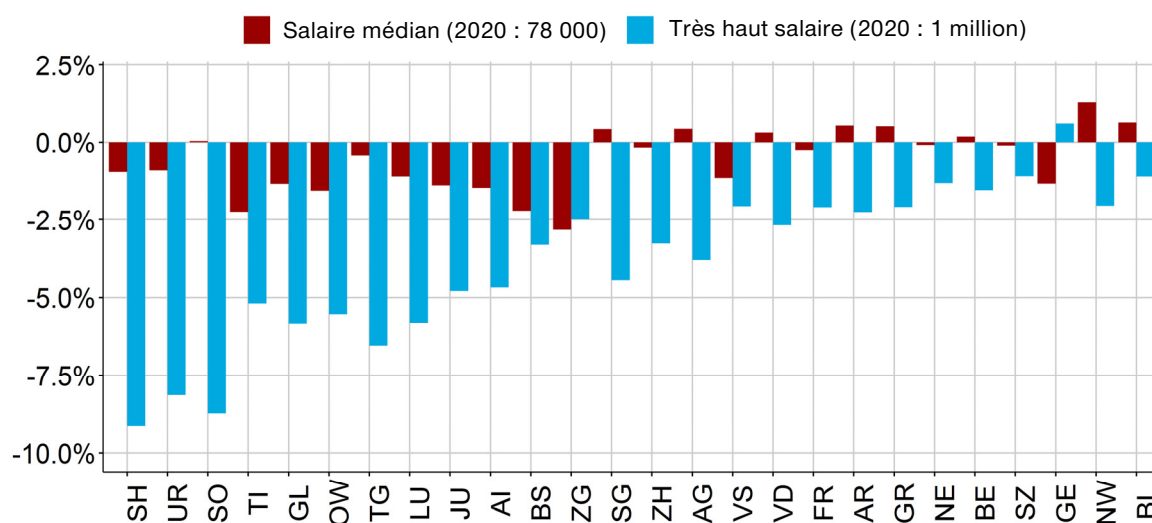
Comme le montre la figure 15, l'allègement est un peu plus régulier pour les familles. Ont surtout contribué à cette évolution au niveau fédéral : l'introduction de la déduction pour personnes mariées, l'augmentation de la déduction sur le deuxième revenu des époux (toutes deux en 2008) et l'introduction du barème parental (2011). Les cantons ont également pris des mesures d'allègement fiscal

en faveur des familles avec enfants. Pourtant, en moyenne suisse, l'allègement des hauts revenus a pesé plus lourd. Pour ce qui des impôts fédéraux en particulier, la politique familiale via de nouvelles baisses d'impôts ne produit guère d'effet, car près de la moitié des familles avec enfants ne paient pas d'impôts du tout au niveau fédéral.

La politique, qui favorise un petit nombre de gros revenus, ne se reflète pas seulement dans les taux moyens de l'impôt sur le revenu présentés ici. En 2011, la deuxième réforme de la fiscalité des entreprises a notamment permis de réduire l'imposition des revenus de dividendes dans les cas de participations qualifiées, et d'exonérer d'impôt les apports en capitaux distribués (« réserves d'agios »). Ces avantages ont, eux aussi, permis aux gros revenus d'économiser des impôts. Les plus riches ont aussi été favorisés en matière de fortune et de successions (voir Lampart et al. 2015). Dans de nombreux cantons, ils ont largement profité d'une part de l'abolition des impôts sur les successions pour les descendants directs. D'autre part, les impôts sur la fortune – à l'instar des impôts sur le revenu – ont été plus fortement réduits à l'extrémité supérieure de la distribution.

Figure 14 : Baisses d'impôts par canton, personnes seules

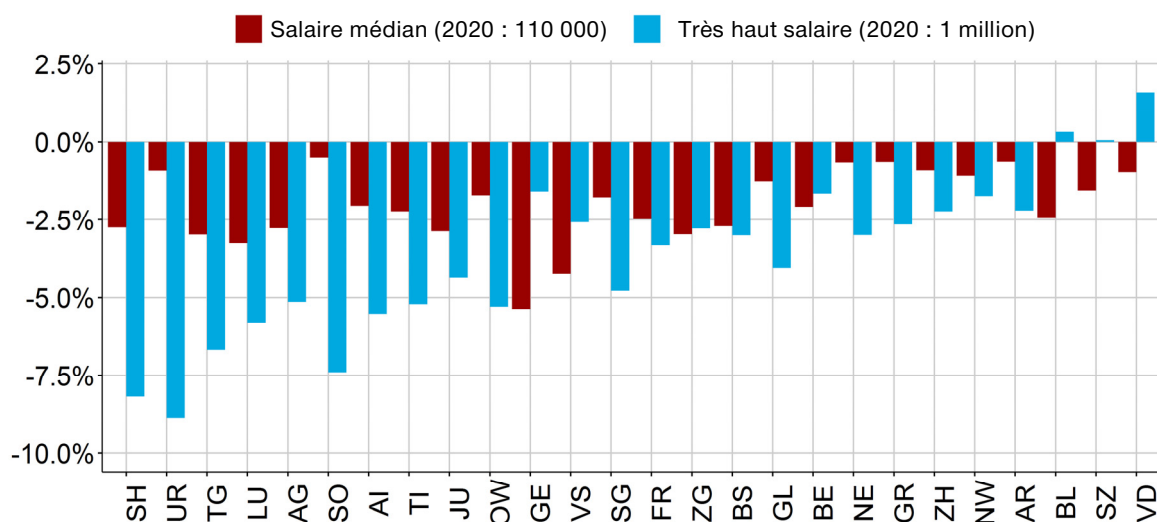
Une personne seule à Schaffhouse avec un revenu annuel d'un million de francs payait en 2020 plus de 8 points de pourcentage d'impôts sur le revenu de moins qu'en l'an 2000. Pour une personne touchant un salaire médian, les impôts ont diminué d'à peine un point de pourcentage.



Source : Charge fiscale en Suisse : chefs-lieux des cantons AFC, propres calculs, cf. annexe méthodologique.

Figure 15 : Baisses d'impôts par canton, couple marié avec deux enfants

Une famille soleuroise disposant d'un revenu annuel d'un million de francs payait sur son revenu, en 2020, 7,5 points de pourcentage d'impôts de moins qu'en l'an 2000. Pour une famille au salaire médian, les impôts ont baissé d'environ 2 points de pourcentage.



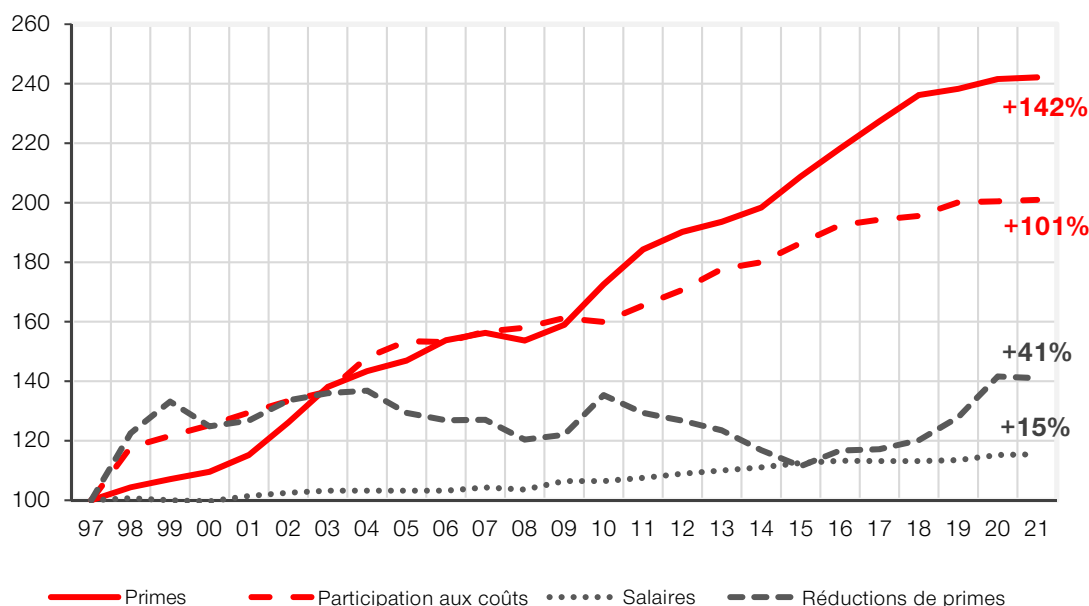
Source : Charge fiscale en Suisse : chefs-lieux des cantons AFC, propres calculs, cf. annexe méthodologique.

5 Charge des primes-maladie : de moins en moins tolérable

Les primes d'assurance-maladie font maintenant partie des postes de dépenses récurrentes les plus importants pour de nombreux ménages. Pour 2023, il y aura à nouveau un choc des primes de 6,6 %. Un couple avec deux enfants devra pour la première fois payer 1000 francs par mois, même s'il a choisi un modèle HMO (franchise normale). Les primes moyennes ont plus que doublé depuis l'introduction en 1997 de la loi sur l'assurance-maladie actuellement en vigueur. Les primes d'assurance-maladie étant des primes par tête, elles ont fortement alourdi les charges, surtout pour les familles et les personnes à bas revenus. Pour atténuer la charge financière que représentent les primes pour les familles et les personnes à faible revenu, la Suisse prévoit des réductions de primes. Néanmoins depuis 1997, les cantons n'ont augmenté la réduction individuelle des primes par personne que d'un peu plus de 40 %. Les réductions n'ont donc de loin pas compensé la hausse des primes. Comme, en outre, les salaires moyens ont augmenté beaucoup plus lentement, les primes pèsent aujourd'hui beaucoup plus lourd sur le budget des ménages qu'avant le tournant du millénaire.

Figure 16 : Les salaires et réductions de primes restent à la traîne des primes

Les primes moyennes d'assurance-maladie ont augmenté de plus de 140 % en termes réels depuis 1997. En revanche, la réduction individuelle des primes (sans prestations complémentaires / aide sociale) n'a augmenté que d'un peu plus de 40 % et les salaires réels moyens de 15 % seulement.



Source : Statistique de l'assurance-maladie OFSP, div. statistiques OFS, propres calculs, cf. annexe méthodologique.

Lors de l'introduction de la loi sur l'assurance-maladie dans les années 1990, le Conseil fédéral avait promis que personne ne dépenserait plus de 8 % de son revenu imposable pour sa caisse-maladie.⁷ Les réductions de primes ont été introduites à cet effet. Cet objectif social de 8 % signifie que pour

⁷ Message concernant la révision de l'assurance-maladie du 6 novembre 1991, FF 1992 I 93 (-292), p. 206

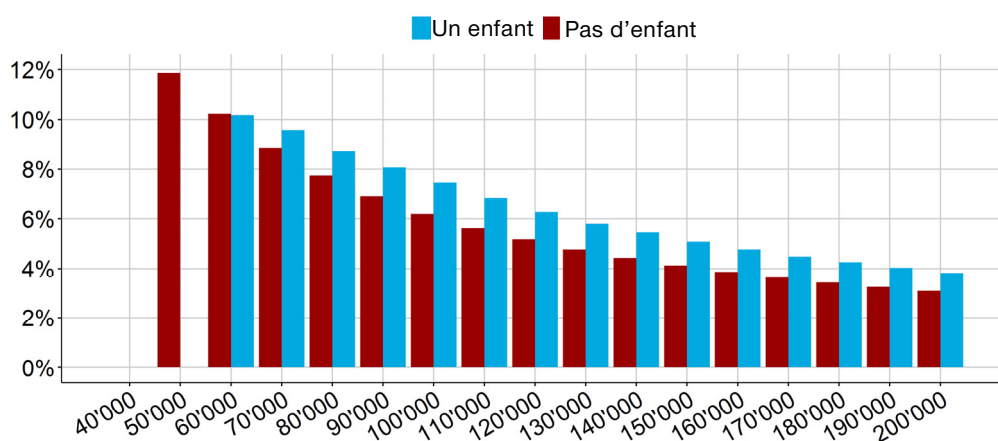
une famille avec deux enfants, les primes nettes ne doivent pas dépasser 4 à 6 % du revenu brut. La Confédération et les cantons se sont écartés de cet objectif il y a bien longtemps.

Aujourd'hui, le poids des primes est deux fois plus élevé. Après réductions des primes, les couples à bas et moyens revenus consacrent 13 à 15 % de leur revenu à leurs primes d'assurance-maladie (libre choix du médecin). Même s'ils choisissent un « modèle d'assurance alternatif » comme le HMO, le coût des primes reste supérieur à 10 %.⁸

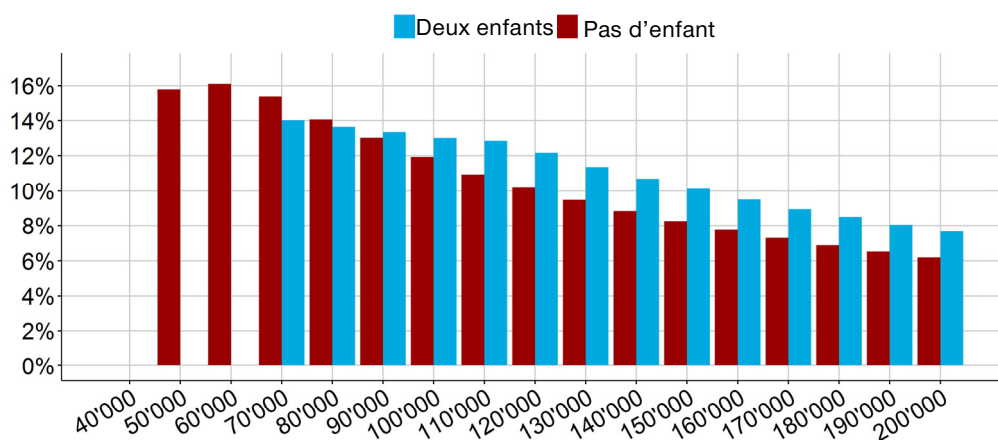
Figure 17 : Énorme charge des primes en 2023 malgré les réductions

En 2023, une **personne vivant seule (figure du haut)** avec un enfant et un salaire annuel brut de 60 000 francs devra consacrer en moyenne 10 % de son revenu aux primes d'assurance-maladie (après déduction de la réduction des primes). Pour **un couple (figure du bas)** avec deux enfants et un salaire annuel brut de 70 000 francs, la charge des primes s'élève à 14 %. Les deux graphiques indiquent la charge des primes pour les personnes qui ne touchent pas d'aide sociale. Pour celles qui touchent l'aide sociale, les primes sont prises en charge par les services sociaux.

Personnes seules



Couples



Source : propres calculs, cf. annexe méthodologique.

⁸ Nos calculs ont été effectués avec la prime standard (libre choix du médecin et franchise de 300 francs). Certes, des franchises plus élevées abaissent les primes. Mais alors les ménages paient davantage de leur poche. Dans les modèles sans libre choix du médecin, les primes sont entre 10 et 15 % moins chères.

Par rapport à l'année 2000, la charge financière s'est considérablement alourdie pour tous les revenus, mais le plus fortement pour les bas revenus. Pour les familles monoparentales avec un enfant, la charge était toujours inférieure à 4 % en l'an 2000, mais elle dépasse aujourd'hui 10 % du revenu brut pour les bas revenus. Il en va de même pour les couples avec deux enfants : entre 2000 et 2019, le fardeau est passé de 4 à 12 % pour un revenu de 55 000 francs.

Les cantons épuisent la marge de manœuvre légale

La législation nationale stipule que les ménages à revenus faibles et moyens touchent des réductions de primes d'au moins 80 % pour leurs enfants, respectivement d'au moins 50 % si ces enfants sont de jeunes adultes.⁹ Début 2019, le Tribunal fédéral (8C_228/2018) avait décidé, en ce qui concerne le canton de Lucerne, que le plafond de revenus pour avoir droit à cette réduction minimale était fixé trop bas. Ainsi, de nombreuses personnes se voyaient refuser l'accès aux réductions de primes, alors qu'elles y auraient eu droit. En conséquence, le canton de Lucerne et d'autres ont relevé ce plafond. Les limites de revenu demeurent cependant trop basses dans plusieurs cantons, même avec une interprétation conservatrice de l'arrêt du Tribunal fédéral.¹⁰

⁹ Ces réductions minimales sont en vigueur depuis 2021. Avant cette date, les cantons étaient tenus de réduire les primes des enfants et des jeunes adultes d'au moins la moitié. Certains cantons accordaient toutefois déjà des réductions plus généreuses pour les enfants avant que la loi change. Nous avons utilisé les chiffres correspondants pour le calcul de la charge que représentent les primes.

¹⁰ Il est également frappant de constater que le calcul de la réduction minimale est appliqué différemment selon les cantons. Ainsi, certains interprètent le droit minimal de telle sorte que la famille doit recevoir au total au moins 80 % des primes pour enfants, tandis que d'autres calculent la réduction séparément pour les enfants et les adultes.

6 Les patrons ne participent plus à la diminution du temps de travail

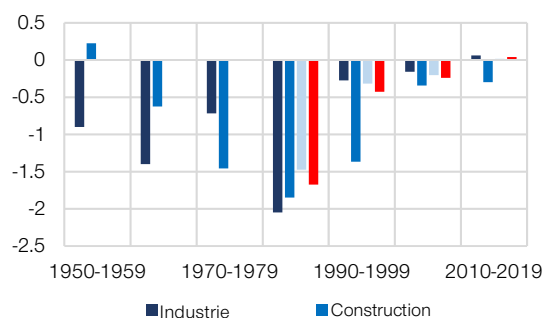
Les hausses de salaire insuffisantes, les taxes et les loyers élevés se ressentent sur-le-champ au niveau du porte-monnaie. Mais d'autres facteurs encore ont une incidence indirecte sur la situation économique. Le premier d'entre eux est le temps de travail. Jusqu'aux années 1990, les patrons réduisaient le temps de travail hebdomadaire de l'entreprise d'un peu plus d'une heure tous les dix ans, pour le même salaire. Depuis, il ne s'est presque plus rien passé. Pour un plein temps, il faut toujours travailler un peu plus de 41 heures par semaine. Mais bon nombre de travailleuses et de travailleurs ne peuvent pas travailler à plein temps puisqu'ils doivent s'occuper de personnes à charge, ou pour d'autres motifs. Ces personnes diminuent donc leur taux d'occupation et subissent une perte de salaire et de rente de retraite correspondante. Concrètement, cela signifie que les employeurs ne participent plus financièrement à la réduction du temps de travail, et que les travailleuses et travailleurs doivent en assumer les coûts seuls. Puisque la majeure partie de la prise en charge des proches est assumée par les femmes, les horaires de travail longs agissent comme des moteurs d'inégalité salariale entre les genres. Les femmes travaillent plus souvent à temps partiel que les hommes et elles en subissent des retombées sur leur carrière, leurs salaires et leurs retraites.

Figure 18 : Depuis 1990, il n'y a plus guère eu de réductions du temps de travail dans les entreprises.

Jusqu'en 1990, le temps de travail s'est contracté d'un peu plus d'une heure tous les dix ans. Depuis 1990, la durée du travail diminue seulement parce que les salarié-e-s travaillent à temps partiel.

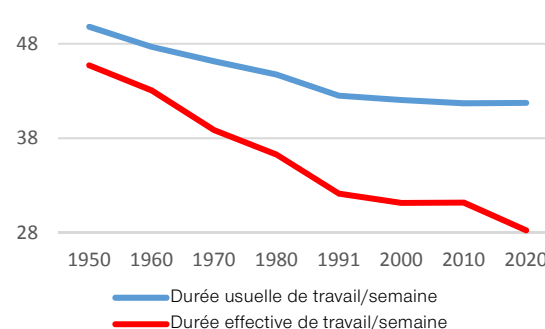
Durée usuelle du travail

(variation par décennie en h/semaine)



Durée usuelle et durée effective du travail

(heures par semaine)



Source : OFS

La pression au travail s'accroît depuis des années. Aujourd'hui, près d'une personne active sur trois est « exténuée » voire « totalement épuisée ». Les raisons en sont multiples. La plupart du temps, les employeurs engagent trop peu de personnel, de sorte que le travail à accomplir excède les ressources des salarié-e-s. Ils déplorent aussi de plus en plus souvent que les patrons organisent mal le travail. Les managers étrangers à la branche et au métier perturbent plus qu'ils ne soutiennent.

En conséquence de quoi, de nombreux métiers voient désertier de façon prématurée un nombre croissant d'employé-e-s qualifiés, ce qui aggrave encore la situation. Ou alors, les salarié-e-s réduisent leur temps de travail avec une perte de revenus correspondante, si elles ou ils peuvent se le permettre. Dans le secteur de la santé, 40 % du personnel soignant quitte le métier prématurément.

Au lieu de résoudre ces problèmes, les employeurs lancent continuellement de nouvelles attaques contre la protection de la santé et des salarié-e-s. Ils veulent prolonger les horaires de travail, raccourcir les temps de pause ou parfois supprimer l'enregistrement du temps de travail.

7 Évolution des revenus de 2000 à 2023 : les hauts salaires sont gagnants

Bien que les salaires réels aient augmenté, la grande majorité n'a pas beaucoup plus pour vivre en 2023 qu'en l'an 2000. Le revenu disponible (salaire après déduction des impôts, taxes et loyers) n'a que peu progressé en termes réels pour les catégories de salaire basses et moyennes. En revanche, les bénéficiaires de revenus élevés et très élevés voient aujourd'hui plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de francs de plus tomber chaque mois sur leur compte. Comme nous l'avons montré dans les chapitres précédents, les raisons de cette situation sont multiples : une croissance salariale plus élevée pour les hauts salaires, des allègements fiscaux pour les gros revenus, l'augmentation des primes d'assurance-maladie et la diminution des réductions de primes. À cela s'ajoute la nette augmentation des loyers au cours des années écoulées, ce qui pèse également de manière disproportionnée sur les bas revenus et les familles.

Tableau A1 : variation des revenus entre 2000 et 2020

Personne seule, par mois, en francs de 2020

			10 % inférieurs	Salaire médian	10 % supérieurs	1 % supérieur	0.1 % supérieur
Salaire			830	1130	2890	6660	19550
Contributions supplémentaires dues à un revenu plus élevé			-220	-280	-990	-2790	-8320
	<i>dont</i>	Cotisations aux assurances sociales	-90	-110	-290	-670	-1890
		Impôt sur le revenu	-110	-170	-680	-2040	-6140
		Primes-maladie (y c. réductions)	-30	0	0	0	0
		Impôts indirects	10	10	-20	-80	-290
Politique d'impôts et de redevance			-280	-320	-380	-440	-330
	<i>dont</i>	Cotisations aux assurances sociales	-40	-70	-190	-390	-1380
		Impôt sur le revenu	30	40	110	270	1400
		Primes-maladie (y c. réductions)	-250	-270	-270	-270	-270
		Impôts indirects	-20	-20	-20	-40	-90
Frais de logement			-150	-110	-240	-730	-2190
Revenu disponible			190	420	1290	2710	8710

Tableau A2 : variation des revenus entre 2000 et 2020

Couple avec deux enfants, par mois, en francs de 2020

			10 % inférieurs	Salaire médian	10 % supérieurs	1 % supérieur	0.1 % supérieur
Salaire			1190	1620	4140	9530	27960
Contributions supplémentaires dues à un revenu plus élevé			-330	-420	-1520	-3960	-11790
	<i>dont</i>	Cotisations aux assurances sociales	-110	-160	-430	-980	-2710
		Impôt sur le revenu	-130	-250	-1050	-2890	-8700
		Primes-maladie (y c. réductions)	-100	-10	0	0	0
		Impôts indirects	10	0	-40	-100	-380
Politique d'impôts et de redevance			-330	-390	-460	-510	-1130
	<i>dont</i>	Cotisations aux assurances sociales	-70	-90	-240	-550	-1870
		Impôt sur le revenu	190	300	480	770	1550
		Allocations familiales	130	130	130	130	130
		Primes-maladie (y c. réductions)	-430	-560	-660	-660	-660
		Impôts indirects	-30	-40	-50	-70	-140
Frais de logement			-220	-180	-130	-530	-1650
Revenu disponible			310	620	2030	4530	13390

Tableau A3 : variation des revenus entre 2020 et 2023

Personne seule, par mois, en francs de 2020

	10 % inférieurs	Salaire médian	10 % supérieurs	1 % supérieur	0.1 % supérieur
Salaire	10	20	420	900	2'440
Suppression du % de solidarité dans l'AC	0	0	0	70	290
Primes-maladie (y c. réductions)	-20	-20	-20	-20	-20
Loyer	-20	-20	-20	-40	-120
Énergie	-50	-50	-60	-60	-60
Revenu disponible	-80	-70	320	850	2'530

Tableau A4 : variation des revenus entre 2020 et 2023

Couple avec deux enfants, par mois, en francs de 2020

	10 % inférieurs	Salaire médian	10 % supérieurs	1 % supérieur	0.1 % supérieur
Salaire	20	30	600	1'280	3'490
Suppression du % de solidarité dans l'AC	0	0	0	70	290
Primes-maladie (y c. réductions)	-40	-40	-40	-40	-40
Loyer	-20	-20	-20	-40	-100
Énergie	-70	-70	-60	-70	-70
Revenu disponible	-110	-100	480	1'200	3'570

Exemple : en 2020, un célibataire avec un revenu faible (dans les 10 % les plus bas) disposait en 2020 d'un salaire supérieur de 830 francs à celui de l'an 2000. Du seul fait de ce revenu plus élevé, il payait au total 220 francs d'impôts et de taxes en plus (tranche d'imposition plus élevée, moins de réductions de primes, etc.). À la suite de modifications politiques des impôts et des taxes (baisses d'impôts, modification des cotisations aux assurances sociales, augmentation des primes d'assurance-maladie et ajustements des réductions de primes, modification des impôts indirects), il payait en outre 280 francs d'impôts et de taxes en plus. Ce montant comprend un allègement de 30 francs des impôts sur le revenu et une charge supplémentaire de 250 francs pour les primes d'assurance-maladie. Etant donné que les loyers se sont renchériss plus fortement que l'inflation générale, il paie en outre 150 francs de plus pour se loger en 2020. Au total, son revenu disponible après déduction du loyer a augmenté de 180 francs par rapport à l'an 2000 (tous les chiffres sont exprimés aux prix de 2020).

8 Bibliographie

- Alvaredo, Facundo, Anthony B. Atkinson et Salvatore Morelli. (2018). Top wealth shares in the UK over more than a century. *Journal of Public Economics*, vol. 162, p. 26-47.
- Atkinson, Anthony B., Thomas Piketty et Emmanuel Saez. (2011) : Top incomes in the long run of history, *Journal of Economic Literature* 49:1, p. 3-71.
- Blanchet, Thomas, Lucas Chancel et Amory Gethin. (2019). Why is Europe less Unequal than the United States? Evidence from Distributional National Accounts, 1980-2017. *WID.world Working Paper* n° 2019/06.
- Conseil fédéral (2022). Répartition de la richesse en Suisse. Rapport en réponse au postulat 15.3381 déposé par la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national le 14 avril 2015. Berne.
- De Coulon, Augustin et al. (2003) : Analyse der Lohnunterschiede zwischen der ausländischen und der schweizerischen Bevölkerung. In : Wicker, H.-R. et al. (Ed.) : *Migration und die Schweiz*, Seismo, Zurich.
- Dell, Fabien, Thomas Piketty et Emmanuel Saez. (2007). Income and Wealth Concentration in Switzerland over the Twentieth Century. In: Atkinson, A.B. & Piketty, T. (Ed.), *Top Incomes over the Twentieth Century: A Contrast between Continental European and English-Speaking Countries*. Oxford und New York: Oxford University Press: 472-500.
- Fisher-Post, M. (2020). Examining the Great Leveling: New Evidence on Midcentury American Inequality. *WID.world Working Paper* n° 2020/01.
- Föllmi, Reto und Isabel Z. Martínez. (2017). Volatile top income shares in Switzerland? Reassessing the evolution between 1981 and 2010. *Review of Economics and Statistics*, vol. 99(5), p. 793-809.
- Gallusser, David (2022): *Essays on Decomposing Economic Inequality*, thèse Université de Bâle.
- Gallusser, David et Matthias Krapf (2019). Joint Income-Wealth Inequality: An Application Using Administrative Tax Data (n° 7876). *CESifo Working Paper*.
- Garbinti, Bertrand, Jonathan Goupille-Lebret et Thomas Piketty. (2018). Income inequality in France, 1900–2014: evidence from distributional national accounts (DINA). *Journal of Public Economics*, vol. 162, p. 63-77.
- Garbinti, Bertrand, Jonathan Goupille-Lebret et Thomas Piketty. (2020). Accounting for Wealth Inequality Dynamics: Methods, Estimates and Simulations for France. *Journal of the European Economic Association*.
- Hodler, R. und Schmidheiny, K. (2006). How Fiscal Decentralization Flattens Progressive Taxes. *FinanzArchiv: Public Finance Analysis*, vol. 62, number 2, p. 281-304 (24).
- Lampart, Daniel, Bühler, Joël. (2022). Vom Wert der Gewerkschaften. Eine Metastudie zum Einfluss von Gewerkschaften und Gesamtarbeitsverträgen auf Löhne, Arbeitsbedingungen und Produktivität. *SGB-Dossier* Nr. 153. (*à paraître sous peu en français*)

- Lampart, Daniel, David Gallusser et Kristina Schüpbach. (2015). Rapport sur la répartition USS 2015. Une analyse de la répartition des salaires, des revenus et de la fortune en Suisse Dossier USS n° 107.
- Martínez, Isabel Z. (2020). In It Together? Inequality and the Joint Distribution of Income and Wealth in Switzerland. In *Measuring and Understanding the Distribution and Intra/Inter-Generational Mobility of Income and Wealth*. University of Chicago Press.
- Novokmet, Filip, Thomas Piketty et Gabriel Zucman. (2018). From Soviets to oligarchs: inequality and property in Russia 1905-2016. *The Journal of Economic Inequality*, vol. 16(2), p. 189-223.
- OCDE (2019). *Negotiating Our Way Up: Collective Bargaining in a Changing World of Work*. Éditions OCDE : Paris, France.
- Peters, R. (2011). *La répartition régionale de la richesse en Suisse*. Administration fédérale des contributions, Berne.
- Piketty, Thomas et Gabriel Zucman. (2014). Capital is back: Wealth-income ratios in rich countries 1700–2010. *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129(3), p. 1255-1310. Series updated by Luis Bauluz.
- Piketty, Thomas, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman. (2016). *Distributional National Accounts: Methods and Estimates for the United States*. WID.world Working Paper n° 2016/4.
- Ravazzini, Laura et Jenny Chesters. (2018). Inequality and Wealth: Comparing the Gender Wealth Gap in Switzerland and Australia. *Feminist Economics*, vol. 24(4), p. 83-107.
- Roller, Marcus et Kurt Schmidheiny. (2016). Effective Tax Rates and Effective Progressivity in a Fiscally Decentralized Country. CESifo Working Paper Series n° 5834.

9 Annexe méthodologique *(n'existe qu'en allemand)*

Der SGB-Verteilungsbericht arbeitet mit «Musterhaushalten» auf Basis von Lohn- und Steuerdaten. Im Unterschied zu den Verteilungsanalysen des Bundes, die auf einer Stichprobe von knapp 4'000 Haushalten basieren (Bundesrat, 2022), stützt sich der SGB-Verteilungsbericht auf eine Datenbasis von einer Million Beobachtungen und mehr. Diverse Gründe sprechen dafür, dass Verteilungsanalysen mittels Musterhaushalten ein genaueres Bild der wirtschaftlichen Situation der Menschen in der Schweiz zeichnen, als wenn man Umfragedaten verwendet, wie das der Bundesrat in seinen Analysen mittels Daten der Schweizerischen Haushaltsbefragung (HABE) tut.

Zum einen geben die Haushaltsdaten auf Grund der Stichprobenart und -grösse nur ein beschränktes Bild über die Verteilung aller und insbesondere der obersten Einkommen ab. Hinzu kommen Schwierigkeiten, die allen Umfragedaten anlasten, wie Messfehler oder Fehler aufgrund unterschiedlichen Responsivität einzelner Haushaltsgruppen. Die Verwendung von Musterhaushalten erlauben also genauere Aussagen über die Verteilung – insbesondere was die Verteilung der Einkommen ganz oben oder ganz unten betrifft.

Des Weiteren gibt es die HABE erst seit 2006 und die aktuellsten verfügbaren Daten stammen von 2019. Um trotz dem Mangel an Daten einen zeitlichen Vergleich der verfügbaren Einkommen nach Haushalts- und Einkommensklassen vorzunehmen, eignen sich wiederum Modelle mit Musterhaushalten.

9.1 Löhne und Lohnwachstum

Für die Untersuchung des Lohnniveaus und der Lohnentwicklung verwenden wir grundsätzlich die Schweizerische Lohnstrukturhebung (LSE) des Bundesamtes für Statistik (BFS). Diese Erhebung wird alle zwei Jahre bei rund 35'000 Unternehmen bzw. Verwaltungen durchgeführt, etwa 1.7 Millionen Löhne werden so erfasst. Die im Dossier publizierten Bruttomonatslöhne sind standardisiert, d.h. auf ein Vollzeitpensum von $4 \frac{1}{3}$ Wochen à 40 Arbeitsstunden umgerechnet.

Die LSE ist die detaillierteste Lohnerhebung für die Schweiz. Sie hat aber auch einige Nachteile:

- Seit einer grösseren Änderung bei der Datenerhebung der LSE ist die Entwicklung der obersten Löhne deutlich instabiler geworden. Im Jahr 2014 sind sie regelrecht eingebrochen (-19%) und 2016 wieder um 9 Prozent gestiegen (vgl. Verteilungsbericht 2018). Dadurch hätte sich die Lohnschere zwischen unten und oben wieder aufs Niveau der 1990er Jahre geschlossen. Eine solche Entwicklung ist zwar wünschenswert, aber unwahrscheinlich. Andere Datenquellen wie die AHV-Statistik (s. unten) zeigen keinen Rückgang.
- Die LSE erscheint jeweils mit einer relativ grossen Verzögerung, die Daten für das Jahr - 2020 wurden im Frühling -2022 veröffentlicht. Aussagen zur aktuellen Lohnentwicklung sind damit nicht oder nur beschränkt möglich.

Für die Analyse der höchsten Löhne existiert mit der AHV-Einkommensstatistik des Bundesamtes für Sozialversicherungen (BSV) ein qualitativ sehr guter Ersatz. Die AHV-Statistik ist im Gegensatz zur LSE eine Vollerhebung und basiert direkt auf den gezahlten AHV-Beiträgen auf dem gesamten Lohn (inkl. Boni und andere Lohnbestandteile). Während die AHV-Statistik für tiefe Einkommen wenig aussagekräftig ist, weil keine Angaben zum Beschäftigungsgrad vorliegen, liefert sie für die hohen Einkommen eine verlässliche Datengrundlage (es kann davon ausgegangen werden, dass Personen mit sehr hohen Einkommen in der Regel Vollzeit beschäftigt sind). Wir verwenden deshalb für die

Untersuchung des Wachstums der höchsten Löhne ab 2012 die Daten der AHV-Statistik. Für die höchsten 0.1 Prozent der Löhne verwenden wir direkt das Lohnniveau aus der AHV-Statistik.

Um eine Aussage über die aktuellste Lohnentwicklung machen zu können, verwenden wir für tiefe und mittlere Löhne das Reallohnwachstum gemäss GAV-Effektivlohnerhöhungen und für hohe Löhne die Zahlen der SAKE «Führungskräfte».

Datenquellen:

- Bundesamt für Sozialversicherungen (2020): AHV-Einkommensstatistik.
www.bsv.admin.ch/bsv/de/home/sozialversicherungen/ahv/statistik.html
- Bundesamt für Statistik (2020): Schweizerische Lohnstrukturerhebung.
www.BfS.admin.ch/BfS/de/home/statistiken/arbeit-erwerb/loehne-erwerbseinkommen-arbeitskosten/lohniveau-schweiz.html
- Bundesamt für Statistik (2022): Schweizerische Arbeitskräfteerhebung SAKE
www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/arbeit-erwerb/erhebungen/sake.html
- Bundesamt für Statistik (2022): Vereinbarte Lohnabschlüsse in den Gesamtarbeitsverträgen nach Wirtschaftsabschnitten (NOGA08).
www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/aktuell/neue-veroeffentlichungen.assetdetail.23529158.html

9.2 Anteil des Vermögens des vermögendsten Prozents bzw. der Einkommen des einkommensstärksten Prozents

Die gesamtschweizerische Vermögensstatistik der natürlichen Personen führt in tabellarischer Form auf, wie viel Reinvermögen die Steuerpflichtigen nach Reinvermögensklasse versteuern. Um Angaben zu den Vermögensanteilen (Abbildung 12) nach Perzentilen machen zu können, müssen die Anteile der Vermögensklassen inter- bzw. extrapoliert werden.

- Für Vermögen bis zur höchsten Stufe (d.h. Vermögen kleiner als 10 Millionen Franken) wurden die Vermögensanteile in der kumulativen Verteilung linear interpoliert (vgl. Peters 2011: 31ff.)
- Für die oberste Vermögensklasse (Vermögen über 10 Millionen Franken) wurde eine Pareto-Verteilung unterstellt, welche erfahrungsgemäss die oberen Enden von Reichtumsverteilungen relativ genau abbildet (vgl. z.B. ebd., Atkinson et al. 2011 oder Föllmi und Martínez 2017).

Das Reinvermögen entspricht allen steuerbaren Vermögenswerten abzüglich der Schulden. Steuerbare Vermögenswerte sind Geld-, Wertschriften-, Immobilien- und Grundbesitz, aber auch der Besitz einzelner weiterer Wertgegenstände (wie bspw. Autos oder Kunst- und Schmuckgegenstände). Nicht steuerpflichtig sind Rentenansprüche aus der beruflichen Vorsorge (2. Säule) und der gebundenen Selbstvorsorge (3. Säule) sowie der Hausrat. Sie sind deshalb in der Statistik nicht berücksichtigt. Immobilien werden nach einem geschätzten Verkehrswert erfasst. Dieser liegt in der Regel unter dem tatsächlich erzielbaren Marktwert, wodurch die Immobilienvermögen unterschätzt werden.

Datenquelle:

- Eidgenössische Steuerverwaltung (2022): Gesamtschweizerische Vermögensstatistik der natürlichen Personen.
www.estv.admin.ch/estv/de/home/die-estv/steuerstatistiken-estv/allgemeine-steuerstatistiken/gesamtschweizerische-vermoegenssteuerstatistik.html

9.3 Berechnung der Steuerbelastung

Wir errechneten zunächst die Einkommenssteuerbelastung (Direkte Bundes-, Kantons-, Gemeinde- und Kirchensteuer) für Alleinstehende ohne Kinder sowie für ein verheiratetes Paar mit zwei Kindern für verschiedene Einkommensklassen in den Kantonshauptorten mithilfe der Zusammenstellungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung (ESTV) zur Steuerbelastung in den Kantonshauptorten für das Jahr 2020. Wir nehmen an, dass die Steuersätze zwischen den einzelnen Einkommensklassen, welche die Steuerbelastungs-Statistik ausweist, linear verlaufen.

Anschliessend bildeten wir einen mit der Verteilung der Einkommen auf die Kantone gewichteten Durchschnitt. Leben im Kanton Zug überdurchschnittlich viele Personen mit einem Einkommen von 1 Million, so wird der Steuertarif des Kantons Zug für diese Einkommensklasse für den schweizerischen Durchschnitt entsprechend stärker gewichtet. Zur Schätzung der Verteilung der Einkommen auf die Kantone verwendeten wir die Daten der ESTV zur Anzahl Bundessteuerpflichtige nach Einkommensklasse, Kanton und Jahr und inter- bzw. extrapolierten die Anteile der Einkommensklassen (siehe Abschnitt 9.2). Wir verwenden damit ein ähnliches Vorgehen wie Hodler und Schmidheiny (2006: 299), ohne allerdings eine Log-Normalverteilung zur Schätzung der Einkommensdichten zu unterstellen.

Berechnung der Belastung durch Steuern im Zeitvergleich

Die direkten Steuern in der Schweiz sind progressiv ausgestaltet: Wer ein höheres Einkommen bezieht, zahlt nicht nur absolut, sondern auch im Verhältnis zum Einkommen mehr Steuern. Wenn die Einkommen steigen – infolge einer Anpassung an die Teuerung oder weil die Wirtschaft als Ganzes leistungsfähiger wird – steigen deshalb die Steuern für den Haushalt und damit auch die Steuereinnahmen. Diese «kalte» bzw. «warme» Progression ist jedoch unerwünscht, da sie nichts an der individuellen Leistungsfähigkeit verändert, an der sich die Besteuerung nach Bundesverfassung bemessen sollte.

Die Steuersätze von Bund und Kantonen werden deshalb regelmässig an die «kalte» und «warme» Progression angepasst. Um die Veränderung der Steuerbelastung nach unterschiedlichen Einkommen über die Zeit zu beurteilen (vgl. Abschnitt 4 Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.), wird der Bruttolohn deshalb mit dem (nominalen) Schweizerischen Lohnindex (SLI) zurückgerechnet. Dadurch werden Steueranpassungen zum Ausgleich der «kalten» und «warmen» Progression korrigiert.

Datenquellen:

- Eidgenössische Steuerverwaltung (2021): Statistik der Direkten Bundessteuer.
www.estv.admin.ch/estv/de/home/die-estv/steuerstatistiken-estv/allgemeine-steuerstatistiken/direkte-bundessteuer.html#835146521
- Eidgenössische Steuerverwaltung (2022): Steuerbelastung in den Kantonshauptorten.
<https://swisstaxcalculator.estv.admin.ch/#/taxburden/income-wealth-tax>

9.4 Entwicklung der Prämienverbilligung pro Kopf

In Abbildung 16 zeigen wir die Entwicklung der durchschnittlichen Prämienverbilligung (PV) pro Kopf. Die Kantone richten für drei unterschiedliche Personengruppen Prämienverbilligungen aus: für Haushalte mit tiefen und mittleren Einkommen generell (sogenannt individuelle Prämienverbilligung, IPV), sowie für BezügerInnen von Sozialhilfe oder Ergänzungsleistungen (EL). Bei den beiden letztgenannten Personengruppen haben die Kantone wenig Spielraum bei der Festsetzung der PV. In unserer Analyse konzentrieren wir uns auf Haushalte mit tiefen und mittleren Einkommen und vernachlässigen Haushalte, die potenziell Sozialhilfe beziehen. Dazu schätzen wir eine Einkommensobergrenze, ab der keine Sozialhilfe mehr bezogen werden kann.

Auf finanzielle Unterstützung hat Anspruch, wer nicht in der Lage ist, die materielle Grundsicherung aus eigenen Mitteln zu decken. Um das zur minimale Einkommen, dass zur Deckung der materiellen Grundsicherung notwendig ist, zu schätzen gehen wir von den Skos-Richtlinien aus. Diese decken folgenden Bedarf:

- Grundbedarf für den Lebensunterhalt (GBL):
Es gilt, dass der GBL nach der Anzahl Personen in einem gemeinsam geführten Haushalt festgesetzt wird. Die unterschiedliche Verbrauchsstruktur von Kindern und Erwachsenen ist im Rahmen der Gesamtpauschale unerheblich. Der Grundbedarf beträgt für eine Person beträgt 12'072 Franken, für zwei Personen 18'468 Franken, und für vier Personen 25'836 Franken.
- Anrechenbare Wohnkosten:
Da das Mietzinsniveau ist regional oder kommunal unterschiedlich, werden in den Skos-Richtlinien keine allgemein gültigen Mietzinslimiten genannt. Die Skos empfiehlt jedoch, nach Haushaltsgrösse abgestufte Obergrenzen festzulegen, die periodisch überprüft werden. Der Einfachheit halber greifen wir auf die Richtlinien der Ergänzungsleistung zurück, um Richtwerte für die Wohnkosten zu ermitteln. Wir nehmen an, dass die Wohnkosten für alleinstehende Personen 16'440 Franken betragen, für zwei Personen 19'440 Franken und 23'520 Franken für vier Personen.
- Medizinische Grundversorgung:
Familien und Einzelpersonen in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen haben grundsätzlich Anspruch darauf, dass ihr Wohnkanton eine Prämienverbilligung gewährt. Die KVG-Prämie sollte somit nicht Teil der wirtschaftlichen Sozialhilfe sein. Die Höhe der IPV deckt jedoch in einzelnen Kantonen nicht die vollen Kosten einer KVG-Prämie und es liegen häufig auch keine weiteren kantonalen Restprämienübernahmen vor. Die SKOS-Richtlinien empfehlen daher jenen Teil der Prämien für die obligatorische Krankenversicherung, den unterstützte Personen selbst bezahlen müssen, als Aufwandposition im Unterstützungsbudget zu berücksichtigen, ebenso wie die Kosten für Selbstbehalte und Franchisen. In unseren Berechnungen berücksichtigen wir die gewichteten Schweizer Standardprämien. Diese betragen für eine alleinstehende Person ohne Kinder 11'637 Franken, für eine alleinerziehende Person 13'024 Franken, für Paare ohne Kinder 11'637 Franken und für Paare mit zwei Kindern 14'362 Franken.

In unserer Analyse berechnen wir daher die Prämienbelastung für Haushalte, deren Einkommen grösser ist als folgende Schwellenwerte: 40'149 Franken für alleinstehende Personen, 50'932 Franken für alleinerziehende Personen, 49'954 Franken für Paare ohne Kinder und 63'718 für Paare mit Kindern.

Datenquellen:

- Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe (2022): Aktuelle Richtlinien.
<https://skos.ch/skos-richtlinien/aktuelle-richtlinien>
- AHV (2021): Ergänzungsleistungen (EL):
<https://www.ahv-iv.ch/p/51.d>

9.5 Berechnung der Prämienverbilligung

1. Grundsätzliche Hinweise

Um einen Überblick über die Prämienbelastung und Prämienverbilligung für unterschiedliche Haushalte zu gewinnen, berechnen wir je einen gesamtschweizerischen Durchschnitt für verschiedene Haushaltstypen und Einkommen. Das macht es möglich, die Prämienbelastung einzelner Haushalte repräsentativ darzustellen. Bei der Schätzung sind wir wie folgt vorgegangen:

- Auswahl der Musterhaushalte.
- Bestimmung der für die Prämienverbilligung im Jahr 2020 massgebenden Einkommen für alle untersuchten Bruttoeinkommen und jeden Haushaltstyp in den einzelnen Kantonen.
- Bestimmung des Prämienverbilligungsanspruchs im Jahr 2020 mit den zuvor bestimmten massgebenden Einkommen für jedes untersuchte Bruttoeinkommen und jeden Haushaltstyp in den einzelnen Kantonen.
- Bildung eines gewichteten nationalen Durchschnitts der zuvor bestimmten kantonalen Verbilligungsansprüche für jedes untersuchte Bruttoeinkommen und jeden Haushaltstyp.

In den nächsten Abschnitten werden die einzelnen Bausteine des Modells, die Annahme und Datengrundlage detaillierter besprochen.

2. Wahl der Musterhaushalte und der betrachteten Bruttoeinkommen

Die Haushalte ohne Kinder umfassen jeweils einen Einpersonenhaushalt sowie einen Paarhaushalt mit Erwerbstätigkeit. Die übrigen Haushalte umfassen alleinerziehende Haushalte mit einem oder zwei Kindern, sowie Paarhaushalte mit einem oder zwei Kindern. Es wird weiter angenommen, dass die zwei erwachsenen Personen im Paarhaushalt verheiratet bzw. in eingetragener Partnerschaft sind.

Um eine möglichst breite Analyse durchführen zu können, wurden Haushalte mit Bruttoeinkommen bis zu 200'000 Franken betrachtet. Es wurde allerdings immer ein steuerbares Vermögen von 0 angenommen. Wir gehen weiter davon aus, dass sich das Bruttoeinkommen entweder aus Lohn aus unselbständiger Tätigkeit oder aus einer Rente zusammensetzt. Bei Paaren wird angenommen, dass eine der Personen zwei Drittel, die andere ein Drittel des Einkommens beiträgt. Bei jungen Erwachsenen in Ausbildung wird davon ausgegangen, dass diese kein bzw. ein vernachlässigbares Einkommen haben.

3. Einkommensbereinigung

Prämienverbilligungen werden nicht über das Bruttoeinkommen bestimmt, sondern über ein um verschiedene Abzüge bereinigtes massgebendes Einkommen. Die Kantone regeln die massgebenden Einkommen unterschiedlich. Es musste also für jedes Bruttoeinkommen und jeden Haushalt in jedem Kanton das massgebende Einkommen bestimmt werden.

Jedem Bruttoeinkommen eines Haushaltstyps entspricht deshalb ein Netto-, Rein- und steuerbares Einkommen, deren Beträge wiederum vom Haushaltstyp und vom Status der Erwerbstätigkeit abhängen. Diese Grössen sind folgendermassen definiert bzw. nach unserem Modell standardisiert:

Bruttoeinkommen

- AHV/IV/EO-Beiträge
- ALV-Beiträge (mit Solidaritätsprozent)
- BVG-Beiträge
- NBUV-Beiträge

= Nettolohn

- + Familienzulagen

= Nettoeinkommen

- Berufsauslagen
- Kombinierte Abzüge für Versicherungsprämien und Zinsen von Sparkapitalien
- Zweitverdienerabzug

= Reineinkommen

- Persönlicher Abzug
- Kinderabzug
- Altersabzug/Abzug für bescheidene Einkommen

= Steuerbares Einkommen

Die Steuerabzüge wurden für die Berechnung der 2020 geltenden Prämienverbilligung kantonsweise berücksichtigt. Dabei vereinfachten wir folgendermassen in geringfügiger Weise:

- Familienzulagen: Die Ausbildungszulagen gelten in der Regel ab dem 16. Altersjahr. Je nach Grenze gehen die Kinderzulagen bis zum 16. oder 18. Altersjahr. Es wurde angenommen, dass die Kinder bzw. jungen Erwachsenen über dieser Grenze in Ausbildung sind und jene darunter nicht. Dementsprechend berechneten wir die Familienzulagen mit den Kinzerzulagen.
- Abzüge für berufliche Auslagen: Die Steuermäppchen der ESTV weisen nur die pauschalen Berufsabzüge aus. Alle Kantone kennen aber zusätzlich einen (nach oben begrenzten) Abzug der effektiven Berufskosten (Fahrkosten und Verpflegungskosten). Es existieren keine detaillierten Daten zur effektiven Anwendung dieses Abzugs. Eine Auswertung von Steuerdaten der Kantone Freiburg und Glarus¹¹ zeigt aber, dass das Volumen der Abzüge für Berufsauslagen aus unselbständiger Erwerbstätigkeit mindestens gleich hoch ist wie für den

¹¹ Bericht des Bundesrates vom Oktober 2005 in Beantwortung der Interpellation 04.3429 von Ständerätin Simonetta Sommaruga

Pauschalabzug. In unseren Berechnungen entspricht deshalb der Abzug für berufliche Auslagen dem doppelten Pauschalabzug. Tendenziell unterschätzt diese Berechnung aber eher die tatsächlichen Abzüge.

Kinderabzüge:

Gewisse Kantone verwenden unterschiedliche Kinderabzüge, abhängig vom Alter der Kinder. Für unsere Berechnungen sind wir von Kindern im Alter von acht und zehn ausgegangen und haben die jeweiligen Abzüge verwendet.

4. Kantonale Prämienvverbilligungssysteme

Die Gesetze und Verordnungen über die Prämienvverbilligungen unterscheiden sich je nach Kanton stark. Sie wurden sowohl auf der Basis der synoptischen Übersicht über die Prämienvverbilligungssysteme der Gesundheitsdirektorenkonferenz als auch der direkten Recherche in den kantonalen Gesetzgebungen erfasst. Sie bilden den Kern des Modells, indem sie den zentralen Mechanismus zwischen Einkommen und erhaltener Prämienvverbilligung darstellen. Uns dienten die Gesetzgebungen des Jahres 2020. Veränderungen finden laufend im einen oder den anderen Kanton statt.

Die Referenzgrösse, um die Prämienvverbilligung für einen Haushalt zu bestimmen, ist jeweils das massgebende Einkommen. In zahlreichen Kantonen wird es durch die Summe des Jahreseinkommens und des mit einem Faktor gewichteten Vermögens gebildet. Der Faktor liegt in der Regel zwischen 5 und 20 Prozent. Die Einkommensgrössen sind häufig das Reineinkommen und sonst das Nettoeinkommen oder das steuerbare Einkommen. (Im Kanton Thurgau wird der Verbilligungsanspruch anhand der geschuldeten einfachen Staatssteuern bestimmt.) In den Kantonen, wo das Vermögen nicht in die Berechnung des anrechenbaren Einkommens einfließt, ist es im Normalfall auf andere Weise von Bedeutung, beispielsweise indem Vermögensobergrenzen für die Haushaltstypen festgelegt werden, oberhalb derer keine IPV mehr ausgeschüttet wird. Zudem werden noch verschiedene Posten mit dem Einkommen verrechnet, so beispielsweise häufig der Liegenschaftsunterhalt, die Unterhaltsbeiträge, die Schuldzinsen, Mitgliederbeiträge, Krankheitskosten oder der Zweitverdiener-Abzug. Ob und wie die Beträge angerechnet werden hängt wiederum von der relevanten Einkommensgrösse ab. Weiter gibt es in manchen Kantonen pro Kind und manchmal zusätzlich für Alleinerziehende einen vom anrechenbaren Einkommen abzuzählenden Betrag. Diese Kinderabzüge fallen je nach Kanton stark ins Gewicht und schmälern das anrechenbare Einkommen wesentlich. Ebenfalls ist in den kantonalen Gesetzgebungen die nationale Regelung enthalten, dass Haushalte mit kleinen und mittleren Einkommen mindestens 80 Prozent Prämienvverbilligung für ihre Kinder erhalten und die Prämien von jungen Erwachsenen um mindestens die Hälfte verbilligt werden. Die Höhe dieses Einkommens ist jedoch sehr unterschiedlich und auch die Art und Weise wie diese Mindestgarantie berechnet wird, ist nicht einheitlich (siehe auch Fussnote 10).

Grundsätzlich gibt es drei verschiedene Modelle von Prämienvverbilligungssystemen. Das eine ist das Stufenmodell. Es legt Einkommensstufen fest, denen jeweils ein bestimmtes Prämienvverbilligungsvolumen für die Haushaltsmitglieder entspricht. Je tiefer die Einkommensklasse, desto höher ist die Prämienvverbilligung. Generell sind die Einkommensstufen für Ehepaare und Haushalte mit Kindern höher als für Alleinstehende resp. Haushalte ohne Kinder.

Das zweite Modell ist das Prozentmodell. Es bestimmt die Prämienvverbilligung, die ein Haushalt zugute hat, indem vom Bruttoprämienvolumen ein Prozentsatz des anrechenbaren Einkommens als Selbstbehalt abgezogen wird. Die Selbstbehaltssätze bewegen sich zwischen 5 und 35 Prozent. Diese Sätze sind alleine aber nicht besonders aussagekräftig, da die effektive IPV davon abhängt, wie das anrechenbare Einkommen, an das der Satz angelegt wird, definiert ist. In einigen Kantonen

nimmt der Selbstbehalt mit dem Einkommen zu, während in den anderen Fällen der Prozentsatz für alle anspruchsberechtigten Einkommen gleich ist.

Das dritte Modell ist eine Kombination aus Prozent- und Stufenmodell. Hierbei sind Einkommensklassen festgelegt, die unterschiedliche Selbstbehalte in Prozent des Einkommens vorsehen. Zusätzlich unterscheiden sich die Modelle der Kantone in weiteren Dimensionen, beispielsweise ob die Verbilligung für junge Erwachsene separat oder zusammen mit dem Elternhaushalt berechnet wird. Folgende Bemerkungen sind zu getroffenen vereinfachenden Annahmen zu machen:

- Die weiteren genannten Ab- oder Zuzüge neben dem Vermögen, die das anrechenbare Einkommen beeinflussen, primär der Liegenschaftsunterhalt, die Schuldzinsen, Mitgliederbeiträge oder Krankheitskosten wurden ignoriert. Dies ist deshalb vertretbar, weil ein Grossteil der IPV-berechtigten Haushalte kein Haus besitzt und weil die anderen Beträge relativ klein sind oder nur wenige Haushalte betreffen. Hingegen wurden allfällige Abzüge vom anrechenbaren Einkommen pro Kind oder für Alleinerziehende berücksichtigt.
- Bei den Kantonen mit nicht nur einer, sondern zwei oder drei Prämienregionen wurden die regionalen Richtprämien mit den Bevölkerungsanteilen der Prämienregionen gewichtet.
- Die Kantone verbilligen bei Sozialhilfeberechtigten meist entweder die Richtprämie oder die vom EDI festgelegte Durchschnittsprämie für EL-Beziehende. Manche Kantone, wie etwa Bern zahlen nur die normale, höchstmögliche Prämienverbilligung. In jedem Fall übernehmen aber die kommunalen Sozialdienste die Differenz zur effektiven Prämie, wobei sie von den Sozialhilfebeziehenden verlangen können, auf den nächstmöglichen Termin zu einer günstigeren Krankenkasse zu wechseln. Wir gehen in unseren Berechnungen davon aus, dass jeweils die gesamte effektive Prämie verbilligt wird, unabhängig davon welcher Teil von den Kantonen bzw. den Gemeinden übernommen wird.
- Thurgau: Zur Berechnung der Steuerlast wurde auf die Daten mit der Steuerbelastung in den Kantonshauptorten zurückgegriffen. Der Einfachheit halber wurden die Vermögenssteuern ignoriert. Dies ist konsistent mit der Annahme, dass das Vermögen für die meisten IPV-berechtigten Haushalte klein bis vernachlässigbar ist.

5. Berechnung des nationalen Durchschnitts

Die Daten zu den Krankenkassenprämien des Jahres 2020, die nach Kanton und Altersgruppe gegliedert sind, stammen vom Bundesamt für Gesundheit (BAG). Um die durchschnittliche Prämie eines Kantons zu berechnen, wurden die Produkte aus den Standardprämien der Altersgruppen und deren Bevölkerungsanteile addiert. Die Bevölkerungsanteile der Altersgruppen wurden von der nationalen Bevölkerungsstatistik, aufgegliedert nach Jahrgängen, berechnet.

Der gesamtschweizerische Durchschnitt der Prämien und der Prämienverbilligung ist der nach Bevölkerungsanteil (ständige Wohnbevölkerung) gewichtete Durchschnitt der Kantone.

Datenquellen:

- Bundesamt für Gesundheit (2022): Statistik der obligatorischen Krankenversicherung 2020. www.bag.admin.ch/bag/de/home/zahlen-und-statistiken/statistiken-zur-krankenversicherung/statistik-der-obligatorischen-krankenversicherung.html
- Bundesamt für Statistik (2022): Bilanz der ständigen Wohnbevölkerung nach Kantonen. www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/de/px-x-0102010000_102/-/px-x-102010000_102.px/

- Bundesamt für Statistik (2022): Ständige Wohnbevölkerung (Total) nach Alter.
www.pxweb.bfs.admin.ch/pxweb/de/px-x-0102010000_102/-/px-x-102010000_102.px/
- Eidgenössische Steuerverwaltung (2020): Steuerermässigung. Einkommenssteuern der natürlichen Personen.
www.estv.admin.ch/estv/de/home/die-estv/steuersystem-schweiz/steuermaeppchen.html
- Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektorinnen und -direktoren (2020): Krankenversicherung: Prämienverbilligung – Synoptische Übersicht 2020.
[www.gdk-cds.ch/de/krankenversicherung/praemienverbilligung/kantonale-
praemienverbilligungssysteme](http://www.gdk-cds.ch/de/krankenversicherung/praemienverbilligung/kantonale-praemienverbilligungssysteme)

9.6 Berechnung der Einkommen nach Steuern und Transfers anhand der Steuer-, Abgaben- und Transfertarife

Um die Verteilung der Belastung durch Steuern und Abgaben zu analysieren (vgl. Abschnitte 7), wurden für Einpersonenhaushalte sowie verheiratete Paare mit 2 Kindern und unterschiedlichen Einkommen anhand der durchschnittlichen Steuer- und Abgabentarife bzw. Transferleistungen aus dem Jahr 2020 die verfügbaren Einkommen berechnet. Es wurde angenommen, dass die Haushalte nur Lohn Einkommen als Arbeitnehmende beziehen. Bei den Paaren wurde zudem unterstellt, dass sie verheiratet sind und gemeinsam 150 Stellenprozente für den gleichen Lohn arbeiten.

Von den unterschiedlichen Löhnen wurden die folgenden Steuern und Abgaben weg- bzw. Transfers hinzugerechnet:

- **Sozialversicherungsbeiträge für AHV/IV/EO, Arbeitslosenversicherung (ALV), Nichtberufsunfallversicherungen (NBUV) sowie Pensionskassenbeiträge:** Es wurden nicht nur die gültigen Sätze, sondern auch die gültigen Grenzen der maximal versicherten Einkommen (bei der ALV, der NBUV und den PK-Beiträgen) berücksichtigt. Für die NBUV und die Pensionskassen wurden die durchschnittlichen effektiven Beiträge nach Sozialversicherungstatistik des Bundesamts für Sozialversicherung verwendet. Es wurde angenommen, dass Personen über dem maximal koordinierten Lohn nach BVG-Obligatorium weiter versichert sind. Für diesen überobligatorischen Teil der Pensionskassenbeiträge wurde der gleiche Beitragssatz wie auf dem obligatorisch versicherten Lohn angenommen.
- **Einkommenssteuern (Direkte Bundes-, Kantons-, Gemeinde- und Kirchensteuer):** Die Berechnung der durchschnittlichen Steuerbelastung ist unter Abschnitt 9.3 beschrieben. Die Familienhaushalte in unserem Modell erhalten neben dem Lohn auch Familienzulagen, welche ebenfalls steuerpflichtig sind. Damit die Steuerbelastung mit den Tabellen der ESTV geschätzt werden kann (welche nicht zwischen Lohn und Familienzulagen unterscheidet), addieren wir zum Bruttolohn die Familienzulagen plus fiktive Sozialversicherungsbeiträge auf die Familienzulagen. Das in der Steuerbelastungstabelle der ESTV implizit verwendete Nettoeinkommen entspricht so approximativ dem korrekten Nettoeinkommen.
- **Krankenkassenprämien abzüglich der Prämienverbilligungen:** Es wurden die durchschnittlichen Standardprämien für die obligatorische Krankenpflegeversicherung gemäss Statistik des Bundesamts für Gesundheit verwendet. Für die Prämienverbilligungen wurde ein gesamtschweizerischer Durchschnitt bestimmt, indem für jeden Kanton der Anspruch für jedes Einkommen und jeden Haushalt einzeln berechnet und dann mit der Bevölkerungsanzahl des Kantons gewichtet wurde. Details zum Verfahren unter Abschnitt Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden..

- **Familienzulagen:** Den Familienhaushalten werden Familienzulagen gewährt. Auch hier wurde der mit der Bevölkerung gewichtete Durchschnitt der Kantone verwendet.
- **Indirekte Steuern und Gebühren:** Mit den kaufkraftbereinigten Resultaten der Haushaltsbudgeterhebung (HABE) 2015-2017 (aktuellere Zahlen sind nicht verfügbar) wurde für das Jahr 2020 für jedes Einkommen und jeden Haushalt die Konsumneigung für den Konsum von Gütern mit dem normalen und dem reduzierten Mehrwertsteuersatz bzw. dem Sondersatz für Beherbergung geschätzt. Ebenfalls mit der HABE wurden die Verbrauchsmengen von Mineralölprodukten (Benzin, Diesel) je nach Einkommen und Haushaltstyp bestimmt. Dadurch konnten die konsumierten Mengen dieser indirekt besteuerten Güter und letztlich über die Tarife (MwSt., Mineralölsteuer) die geleisteten Abgaben bestimmt werden. Weiter wurden die Gebühren für den Wohnungsunterhalt (Kehrichtabfuhr- und Abwassergebühren sowie Wasserzins) sowie weitere Gebühren (v.a. Motorfahrzeugsteuern) direkt aus der HABE übernommen. Die Bier-, Alkohol- und Tabaksteuern wurden mit dem durchschnittlichen Konsum pro Person (ständige Wohnbevölkerung über 16 Jahre) gemäss Zahlen der Eidgenössischen Zollverwaltung (Zahlen von -2020) und den jeweiligen gesetzlichen Tarifen geschätzt (x2 für Paarhaushalte).
- **Wohnkosten:** Die Ausgaben fürs Wohnen (ohne Gebühren) wurden mit der Haushaltsbudgeterhebung 2015-2017 für jedes (entsprechend preisbereinigte) Einkommen und jeden Haushalt geschätzt. Die Kostensteigerung zwischen 2015-2017 und -2020 wurde dann mit dem Mietpreisindex des BFS bestimmt.

Für die Berechnung der zeitlichen Entwicklung der Belastung zwischen 2000 und 2020 (vgl. Kapitel 7) wurde in vier Schritten verfahren.

- Zunächst wurde für jedes Einkommen im Jahr 2020 mit dem Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) das kaufkraftäquivalente Einkommen im Jahr 2000 berechnet.
- Danach wurde anhand der Tarife im Jahr 2000 berechnet, wie hoch die Belastung auf dieses Einkommen im Jahr 2000 gewesen wäre. Für die Mischkategorien «Gebühren für den Wohnungsunterhalt» und «weitere Gebühren» wurde statt der effektiven Tarife der Gebührenindex aus dem LIK bzw. die durchschnittlichen Motorfahrzeugsteuern verwendet. Für die Mieten wurde wiederum der Mietpreisindex des BFS verwendet.
- Anschliessend wurde diese Belastung für das Jahr 2020 kaufkraftbereinigt. Preissteigerungen, die von der Erhöhung der indirekten Steuern und Gebühren sowie gestiegenen Wohnkosten ausgingen, wurden aus dem LIK-Deflator korrigiert.
- Schliesslich wurde die Differenz zwischen der so berechneten kontrafaktischen Belastung aus dem Jahr 2000 in Preisen von 2020 und der tatsächlichen Belastung im Jahr 2020 gebildet. Sie zeigt, wie sich die Steuer-, Abgaben- und Transfersätze für das jeweilige Einkommen verändert haben.

Datenquellen:

- Bundesamt für Sozialversicherungen (2022): Überblickstabellen Sozialversicherungsstatistik (SVS).
www.bsv.admin.ch/bsv/de/home/sozialversicherungen/ueberblick/grsv/statistik.html

- Bundesamt für Statistik (2019): Haushaltsbudgeterhebung (HABE).
www.BfS.admin.ch/BfS/de/home/statistiken/wirtschaftliche-soziale-situation-bevoelkerung/einkommen-verbrauch-vermoegen/haushaltsbudget.html
- Bundesamt für Statistik (2020): Landesindex der Konsumentenpreise.
www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/preise/landesindex-konsumentenpreise.html
- Bundesamt für Statistik (2020): Pensionskassenstatistik
www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken/soziale-sicherheit/erhebungen/pks.html
- Eidgenössische Steuerverwaltung (2022): Steuern des Bundes – Chronologische Entwicklung der Gesetzgebung 2019.
www.estv.admin.ch/estv/de/home/die-estv/steuerstatistiken-estv/allgemeine-steuerstatistiken/fiskaleinnahmen-des-bundes.html
- Eidgenössische Zollverwaltung (2020): Alkohol.
www.bazg.admin.ch/bazg/de/home/themen/alcohol/statistik.html
- Eidgenössische Zollverwaltung (2020): Tabaksteuer.
www.ezv.admin.ch/ezv/de/home/information-firmen/steuern-und-abgaben/einfuhr-in-die-schweiz/tabaksteuer.html

- 110 Vertrags- und Lohn-Verhandlungen 2014/15. Mai 2015. *Négociations contractuelles et salariales 2014/15. Mai 2015*
- 111 Fragwürdige Spar- und Steuerpolitik in den Kantonen. Eine ökonomische Analyse. Juni 2015. *Une politique cantonale d'austérité et fiscale contestable. Analyse économique. Août 2015*
- 112 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2014. Okt. 2015. *Évolution des effectifs des syndicats en 2014. Octobre 2015.*
- 113 Mehr Stellensuchende wegen Leistungsabbau bei den Sozialversicherungen. Dezember 2015. *Davantage de demandeurs et deman-deuses d'emploi à cause du démantèlement des prestations des assurances sociales. Janvier 2016.*
- 114 Fragwürdige Spar- und Steuerpolitik in den Kantonen. Januar 2016. Eine ökonomische Analyse. *Une politique cantonale d'austérité et fiscale contestable. Analyse économique. Janvier 2016*
- 115 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2015/2016. März 2016. *Négociations conventionnelles et salariales 2015/2016. Mars 2016*
- 116 Lohnkontrollen – ein Reader. Juni 2016. *25 ans après la Grève des femmes – Les contrôles des salaires. Juin 2016*
- 117 SGB-Verteilungsbericht 2016. Eine Analyse der Lohn-, Einkommens- und Vermögensverteilung in der Schweiz. Juli 2016. *Rapport 2016 de l'USS sur la répartition des salaires, des revenus et de la fortune en Suisse. Octobre 2016*
- 118 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2015. Sept. 2016. *Évolution des effectifs des syndicats en 2015. Octobre 2016.*
- 119 USR III kostet jeden Haushalt mindestens 1000 Franken pro Jahr. Januar 2017, *avec résumé en français.*
- 120 SGB- Juristen-Tagung 2015: Zwischen Strassburg und Genf: Die Bedeutung des Völkerrechts für das Arbeitsrecht. März 2017
- 121 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2016/2017. März 2017. *Négociations conventionnelles et salariales 2016/2017. Mars 2017*
- 122 Zutritts- und Informationsrechte für Gewerkschaften im Betrieb. Juni 2017. *Les droits d'accès à l'entreprise et à l'information des syndi-cats. Juin 2017*
- 123 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2016. Sept. 2017. *Évolution des effectifs des syndicats en 2016. Sept. 2017.*
- 124 *Augmentation du niveau de formation des travailleuses et travailleurs : analyse et revendications syndicales. Septembre 2017.* Mit einer Zusammenfassung auf Deutsch
- 125 Digitalisierung muss den Berufstätigen nützen: Analyse und Handlungsbedarf. Oktober 2017. *La numérisation doit servir aux salarié(e)s : analyse et mesures requises. Octobre 2017*
- 126 Die ILO – Bedeutung für Gewerkschaften in der Schweiz. Februar 2018. *Importance de l'OIT pour les syndicats de Suisse. Février 2018.*
- 127 Über den Tellerand. Ein gewerkschaftlicher Blick auf Europa. April 2018
- 128 Unsere Zeit ist mehr wert! 13. SGB-Frauenkongress vom 19. und 20. Januar 2018. Oktober 2018 *Notre temps vaut plus que ça ! 13^e Congrès des femmes de l'USS des 19 et 20 janvier 2018. Octobre 2018*
- 129 Vertrags- und Lohnverhandlungen 2017/2018. Eine Übersicht aus dem Bereich der SGB-Gewerkschaften. Juni 2018. *Négociations con-ventionnelles et salariales 2017/2018. Un aperçu des secteurs couverts par les syndicats de l'USS. Juin 2018*
- 130 Verteilungsbericht 2018. Die Verteilung der Löhne, Einkommen und Vermögen sowie die Belastung durch Steuern und Abgaben in der Schweiz. Oktober 2018
- 131 Analyse der Kantonsfinanzen. Budget 2019/AFP 2020-2022. November 2018. *Analyse des finances cantonales. Budget 2019/PFN 2020-2022. Novembre 2018*
- 132 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2017. Dezember 2018. *Évolution des effectifs des syndicats en 2017. Décembre 2018*
- 133 Temporärarbeit in der Schweiz. Juni 2019. *Le travail temporaire en Suisse. Juin 2019*
- 134 Arbeitssicherheit und Gesundheitsschutz in Gesamtarbeitsverträgen. Juli 2019, *avec résumé en français*
- 135 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2018. Oktober 2018. *Évolution des effectifs des syndicats en 2018. Octobre 2019*
- 136 Analyse der Kantonsfinanzen. *Analyse des finances cantonales.* Budget 2020 / AFP/ PFN 2021-2023. November 2019/ novembre 2019
- 137 Spuren der Entsolidarisierung: Analyse und Handlungsbedarf. *Avec une version courte en français.* Januar 2020/ janvier 2020
- 138 SGB-Kongress vom 30.11. & 1.12.2018: Positionspapiere und Resolutionen. *Congrès de l'USS du 30.-1.12.2018 : Textes d'orientation et résolutions* Februar 2020/ février 2020
- 139 Essenziell. Der Service public in der Corona-Krise – Bilanz und Ausblick. *Simplement essentiel : le service public dans la crise. Bilan et perspectives* Juni 2020/ juin 2020
- 140 Verteilungsbericht 2020. Die Verteilung der Löhne, Einkommen und Vermögen sowie die Belastung durch Steuern und Abgaben in der Schweiz. *Avec une introduction française* Juli 2020/ juillet 2020
- 141 Die Medienumfrage 2020. Eine Analyse der Arbeitsbedingungen und Löhne von über 1000 Medienschaffenden in der Schweiz. *Enquête 2020 sur le médias. Analyse des conditions de travail et des salaires de plus de 1000 journalistes en Suisse.* Juli 2020/ juillet 2020
- 142 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2019. *Évolution des effectifs des syndicats en 2019.* September 2020/ septembre 2020
- 143 Zwiespalt Homeoffice. Analyse, Good Practice und Forderungen samt Mustervertrag. *L'ambivalence du télétravail. Analyses, bonnes pra-tiques, revendications et conventions-type.* Oktober 2020/ octobre 2020
- 144 Horizonte Arbeitszeit: Von Arbeitszeiterfassung über Einsatzplanung zur Stresshaftung. *Horizons durée du travail : Enregistrement de la durée du travail, responsabilité en matière de stress et planification des horaires.* Oktober 2020/ octobre 2020
- 145 Analyse der Kantonsfinanzen. *Analyse des finances cantonales.* Budget 2021 / AFP/ PFN 2022-2024. November 2020/ novembre 2020
- 146 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2020. *Évolution des effectifs des syndicats en 2020.* Oktober 2021/ octobre 2021
- 147 Mehr Rente fürs Geld dank der AHV. Private Vorsorge und AHV für junge Berufstätige im Vergleich. *Avec une synthèse française .* November 2021/ novembre 2021
- 148 Analyse der Kantonsfinanzen. *Analyse des finances cantonales.* Budget 2022 / AFP/ PFN 2023-2025. November 2021/ novembre 2021
- 149 Für eine feministische Gewerkschaftsarbeit. 14. SGB-Frauenkongress. *Pour un syndicalisme féministe. 14^e Congrès des femmes de l'USS.* September 2022/ septembre 2022
- 150 Solidarität. Die wirtschaftlichen Vorteile der Sozialversicherungen in der Schweiz. *Solidarité. Les avantages économiques des assurances sociales en Suisse.* September 2022/ septembre 2022
- 151 Zur Mitgliederentwicklung der Gewerkschaften im Jahr 2021. *Évolution des effectifs des syndicats en 2021.* Oktober 2022/ octobre 2022
- 152 Analyse Kantonsfinanzen. *Analyse des finances cantonales.* Budget 2023 / AFP/ PFN 2024-2026. November 2022/ novembre 2022
- 153 Vom Wert der Gewerkschaften. Eine Metastudie zum Einfluss von Gewerkschaften und Gesamtarbeitsverträgen auf Löhne, Arbeitsbe-dingungen und Produktivität. Dezember 2022